

LA

# REVUE POLITIQUE

ET LITTÉRAIRE

REVUE DES COURS LITTÉRAIRES (2<sup>e</sup> SÉRIE)

DIRECTION : MM. EUG. YUNG ET ÉM. ALGLAVE

2<sup>e</sup> SÉRIE — 2<sup>e</sup> ANNÉE

NUMÉRO 28

41 JANVIER 1873

## LA SEMAINE POLITIQUE

La rentrée de la Chambre après ses très-courtes vacances n'a donné lieu à aucun incident politique qui soit de nature à nous renseigner sur ses dispositions. On parle beaucoup d'un esprit de conciliation tout nouveau qui animerait les chefs de l'ancienne majorité et qui se serait manifesté dans l'entrevue de la première sous-commission des Trente avec M. Thiers. On verrait un signe très-caractéristique de cet apaisement dans la bonne disposition montrée par la seconde sous-commission en faveur de la création d'une seconde Chambre, qui est, comme on le sait, l'un des projets favoris de M. le président de la République. Nous ne demandons pas mieux que de croire à ces heureux symptômes; cependant, quand il s'agit du bon vouloir de la droite, la foi ne nous suffit pas, il nous faut la vue. Se déclarer partisan d'une seconde Chambre dont on ajourne la formation à la prochaine législature n'engage pas beaucoup un parti. Il n'accorde ainsi à vrai dire qu'une satisfaction platonique qui ne lui coûte rien. Échanger de bonnes paroles avec l'un des hommes les plus spirituels de son temps, qui, toutes les fois qu'il est de bonne humeur, se joue avec une grâce charmante des difficultés les plus épineuses d'un entretien politique, n'est pas bien difficile ni bien méritoire. Tout cela peut être comparé à ce que les rabbins juifs appelaient les bagatelles de la porte, l'amusement préliminaire qui précède les affaires sérieuses. Il s'agit de savoir si la première sous-commission abandonne réellement, et non pour la forme, sa fautive prétention sur la responsabilité ministérielle, qui n'est pas admissible dans un état de choses aussi irrégulier que le nôtre, tant que le gouvernement républicain n'est pas fondé avec tous ses organes nécessaires. Tant que nous n'avons qu'une seule Chambre souveraine sans contre-poids, il est absurde de vouloir réduire le président de la République au rôle d'un président américain. La droite parle sans cesse des États-Unis pour réduire le rôle du président. Elle ne pourra invoquer leur

exemple avec quelque raison que quand elle aura consenti à traverser l'Atlantique, pour employer l'image de M. Thiers. Elle se contente toujours de passer la Manche, c'est-à-dire de faire du parlementarisme à l'anglaise, lequel suppose une Chambre des pairs vraiment indépendante et une royauté armée du droit de dissolution.

On comprend alors que le chef du pouvoir exécutif soit exilé du parlement et ne puisse y discuter. Mais en face d'une chambre unique, très-disposée à l'omnipotence et usant de son pouvoir évocatoire avec une rapidité que rien n'arrête, la parole de M. Thiers a l'importance d'une insulte. Elle est un frein aux caprices emportés de la majorité. On dit beaucoup que la sous-commission consent à ce que le Président de la République puisse venir dans l'Assemblée comme dans les commissions, où il se rend à sa volonté, mais à la condition qu'on ne délibère qu'en son absence. Ce serait à nos yeux une concession illusoire. Le Président viendrait débiter un Message comme Bossuet prononçait ses oraisons funèbres devant Louis XIV. Le droit de discussion et de réplique lui étant enlevé, sa parole n'aurait aucune efficacité. Elle serait le brillant prologue du drame parlementaire auquel il demeurerait, en réalité, étranger. L'Assemblée serait de plus en plus une Convention d'honnêtes gens.

De toutes ces considérations il résulte que la commission des Trente ne peut arriver raisonnablement à fonder la responsabilité ministérielle qu'en consentant à fonder la République et à la doter des institutions propres à la faire vivre, sans arrière-pensée, et sans parler des espérances que l'on réserve pour l'avenir. Si l'on entrait sérieusement dans cette voie, on trouverait tout de suite une solution à nos difficultés. La commission arriverait à se mettre d'accord sur la création d'une seconde Chambre dominant au Président un point d'appui et de résistance sérieuse, lui fournissant la possibilité de faire, de concert avec elle, un appel au pays dans les cas de conflits insolubles. Alors il pourrait se contenter du veto suspensif commenté par lui-même à la tribune, mais alors aussi l'Assemblée actuelle devrait consentir à décréter sa dissolution, car il est évident que ces institutions nouvelles ne pourraient fonctionner avec une législature expirante. La

préparation de ces institutions durerait bien quelques mois, nous serions ainsi conduits aux termes de l'occupation étrangère, et les derniers mois se passeraient sans secousses intérieures, une fois que le sort de la République serait fixé. Les élections se feraient dans les conditions les plus favorables, car n'ayant pas pour enjeu la question irritante de la république et de la monarchie, elles produiraient certainement une chambre modérée, libérale, qui consoliderait nos institutions. La France serait sauvée et relevée, ou du moins elle aurait dans des institutions vraiment libérales l'instrument efficace de son relèvement et le moyen de réaliser pacifiquement tous les progrès désirables.

Tout en revient donc à la fondation de la République. Si la commission des Trente ne s'y résigne pas, elle ourdit des toiles d'araignée qu'un souffle déchirera. Le conflit avec le président renaitra aussi incurable qu'il y a un mois. L'Assemblée cassera en séance publique les résolutions de la commission, mais le gouvernement, ne trouvant pas une majorité suffisante, sera bien obligé de faire comprendre qu'il ne peut plus marcher à de telles conditions. La commission aura de la sorte plus fait pour la dissolution que tous les manifestes de l'extrême gauche. Rien ne serait plus périlleux que de procéder aux élections dans des circonstances semblables. L'Assemblée nouvelle devrait son origine à deux colères, la colère blanche et la colère radicale. C'est ainsi que naissent les assemblées violentes, comme l'Assemblée législative de 1849. On sait aussi comment elles meurent, après avoir dégoûté le pays du régime des assemblées. Là est le péril du moment. Que nos grands parlementaires y réfléchissent !

Nous avouons franchement que les assurances que l'on nous donne sur la pacification des esprits ne suffisent pas à dissiper nos inquiétudes. La lettre de l'honorable M. de Larcy, président de la commission des Trente, à ses amis de l'Hérault, n'est pas faite pour ranimer beaucoup notre confiance. L'honorable député déclare qu'il ne cherche qu'une chose dans la commission qu'il préside, c'est de servir les intérêts de la majorité, sachant bien que c'est servir en même temps les intérêts catholiques et la cause de Dieu. Il est donc entendu que le Dieu des armées marche avec les illustres initiateurs du gouvernement de combat, et que c'est lui qui est le véritable chef de la droite. Cette misérable identification de ce qu'il y a de grand avec ce qu'il y a de plus mesquin est l'obstacle véritable à ce que la majorité de l'Assemblée nationale consente à une transaction raisonnable. Elle s'imagine que la cause de la religion est intéressée à ce qu'elle ne fonde pas la république. La monarchie a beau être impossible, elle demeure un dogme, une superstition, une idole brisée mais vénérée, à peu près ce qu'était le temple détruit de Jérusalem pour les Juifs exilés ; leurs regards ne s'en détachaient pas et ils ne consentaient pas à fonder une cité nouvelle. En conférant à une institution venant du caractère absolu de la religion, la droite se place et nous place avec elle dans une immobilité dangereuse. Elle adore une relique, et son idolâtrie stérile nous frappe d'impuissance.

Ce funeste esprit clerical n'a que trop marqué de son empreinte la discussion qui vient de s'engager à la Chambre sur les lois d'instruction. On a commencé par l'une des plus graves, celle qui concerne le conseil supérieur de l'instruction publique. L'opinion publique, justement préoccupée de la loi sur l'instruction primaire, et surtout enflammée en faveur

du principe de l'obligation, ne s'était pas doutée avant les débats actuellement engagés de l'importance de ce projet de loi. Il ne s'agit de rien moins que du gouvernement même de l'instruction publique, aussi bien dans l'Université que dans les établissements privés.

La proposition qui a donné lieu au projet de loi sur le conseil supérieur était primitivement très-modeste. Elle réclamait simplement le rétablissement, à titre provisoire, de l'article 1<sup>er</sup> de la loi du 15 mars 1850. La commission nommée l'a singulièrement modifiée et aggravée. Elle a substitué, dans son projet, le définitif au provisoire ; c'est un principe organique qu'elle demande à la Chambre de consacrer. Le conseil supérieur de 1850 portait une grave atteinte au caractère laïque de l'État moderne, en faisant siéger dans le conseil supérieur les représentants des diverses Églises. On se souvient des débats pleins d'ardeur et d'éclat qui avaient été soulevés en 1850 par cette dangereuse innovation. Le projet actuel l'aggrave de toute manière : il introduit la politique dans le conseil par six nominations directes qu'il demande à l'Assemblée nationale ; il noie l'élément universitaire dans la magistrature, l'industrie, le commerce, et, sous prétexte de nous donner une représentation totale de la société, il forme un conseil sans compétence, où la seule influence appartiendra à l'épiscopat. Ce beau chef-d'œuvre aura au moins le mérite de l'originalité, car on peut courir le monde entier sans rien trouver de semblable. Nous pouvons toujours réclamer le brevet d'invention pour les machines compliquées qui sont destinées à étouffer la liberté et la spontanéité. Le nouveau conseil sera pourvu d'une commission permanente, nommée par lui, reflétant ses idées et ses passions, et qui sera son pouvoir exécutif. Sa compétence est des plus étendues : c'est lui qui choisira les méthodes, les livres, dirigera la marche générale et l'esprit de l'enseignement. Il sera aussi la grande cour d'appel pour tous les conflits qui pourront surgir. On espère, grâce à cet admirable instrument dont l'épiscopat saura se servir habilement, ramener les bonnes doctrines au sein de la jeunesse française. Quand nous constatons quelques preuves nouvelles de la naïve confiance que montre cette Chine spirituelle de l'Occident qui s'appelle la France dans le pouvoir de l'administration pour diriger les âmes, nous nous rappelons ce mot de Napoléon à un prélat de son empire : « Je demande à M. l'évêque de Poitiers de changer l'esprit de son diocèse... » Le nouveau conseil réussira tout aussi bien à changer l'esprit de ce vaste diocèse de la libre pensée dont Sainte-Beuve parlait au Sénat. Le plus sûr moyen de nuire à la religion est de lui accorder des protections semblables. Le débat qui a été inauguré sur ce sujet si important a mis en pleine lumière tous les périls du projet. Il a été sérieux et passionné. Le résultat n'en est pas encore connu, mais il n'est que trop facile à prévoir.

La presse s'est beaucoup occupée d'un discours prononcé par le père Hyacinthe dans la chapelle évangélique de la rue de Provence. Ses détracteurs ordinaires y ont trouvé matière à raillerie. La chose plaisante en effet, que de voir un homme de cœur et de conscience qui, après avoir abandonné la première chaire catholique de son pays afin de suivre ses convictions, ne trouve asile que dans une humble chapelle pour faire entendre sa grande voix, parce que partout ailleurs le sceau d'une législation timorée serait mis sur ses lèvres éloquentes ! Quant à nous, ce spectacle d'une conscience

fidèle à elle-même sous l'outrage et la persécution laïque de ce siècle amorti nous paraît plein de grandeur. Le père Hyacinthe n'a rien désavoué de ses convictions en acceptant de prendre la parole dans une des séances de cette Alliance évangélique qui fait appel à tous les vrais chrétiens autour de la croix du Christ, en respectant leurs vues particulières. Il s'est montré aussi éloquent qu'à ses plus beaux jours, plein de respect pour ses adversaires, sans un mot d'amertume pour ceux qui lui prodiguent le fiel et les anathèmes. Il a déployé le noble drapeau de la réforme catholique qui flotte si haut et si librement en Allemagne et en Suisse, mais qui n'a pas jusqu'ici trouvé assez de foi en France pour provoquer la résistance à l'ultramontanisme triomphant. Qu'on ne s'y trompe pas : en pareille matière l'unanimité de la soumission prouve l'étendue de l'indifférence religieuse. Espérons que le grand orateur chrétien finira par trouver un coin de terre libre, même sur son sol natal, où il pourra exprimer ses convictions les plus chères. Qu'on le réfute, mais qu'au moins il puisse parler !

*Note de la Direction.* — Le lecteur a pu remarquer que notre *Semaine politique* est rédigée par plusieurs publicistes, qui alternent ou se succèdent. C'est par un sentiment de modestie que l'auteur de la *Semaine politique* qu'on vient de lire ne dit pas un mot du grand effet produit par le discours que M. de Pressensé a prononcé dans le débat sur le conseil supérieur de l'instruction publique. Pour nous, qui n'avons pas les mêmes raisons personnelles pour passer sous silence le succès de l'éloquent orateur, nous sommes heureux de constater les impressions du public, qui a chaudement applaudi à ce langage plein d'idées élevées, s'inspirant de convictions profondes, et les marquant au sceau d'une vigoureuse argumentation.

Le premier sentiment que chacun a éprouvé en apprenant la mort de Napoléon III, c'est qu'ainsi, pour longtemps du moins, la France était délivrée d'un des partis qui menacent l'avenir de la République, et non du moins redoutable. On pensera bientôt à juger l'homme et sa destinée. La postérité s'étonnera du contraste entre l'un et l'autre. Sa destinée a été comme une reproduction à titre plus effacé de celle de Napoléon I<sup>er</sup>. Coup d'État, trône impérial, victoires militaires, pouvoir personnel, grands travaux publics, désastres et invasion, et jusqu'à cette mort dans l'exil qui achève la similitude, ce sont les mêmes étapes, moins le génie et la grandeur. Quant à l'homme, c'était au contraire celui qui, au physique et pour le caractère, ressemblait le moins à Napoléon I<sup>er</sup>. La bizarrerie de ce contraste exercera sans doute l'esprit des futurs historiens.

## REVUE DIPLOMATIQUE

## L'ambassade de France à Rome

Après la chute de Napoléon III, tandis que la France était absorbée par la guerre, le gouvernement italien dénonça la convention du 15 septembre et occupa Rome. Le pape se retira au Vatican ; la capitale du royaume d'Italie fut établie à Rome ; après quelques hésitations, les puissances européennes reconurent le fait accompli, et leurs représentants se transportèrent au siège officiel du gouvernement italien. Le pape, réduit au rôle de souverain spirituel de la catholicité, conserva l'enceinte du Vatican ; sa personne et son domaine furent déclarés inviolables, et une loi du 10 mai 1871, dite *loi des garanties*, votée par le parlement italien, régla ses rapports avec le gouvernement temporel et l'exercice de ses droits en tant que souverain théologique. L'article II de cette loi attribuait aux représentants des gouvernements étrangers près du saint-siège toutes les prérogatives et immunités qui appartiennent aux agents diplomatiques. L'État italien reconnaissait, de la manière la plus explicite, le droit des États catholiques à se faire représenter près du saint-siège. Des agents spéciaux restèrent en effet accrédités près du souverain-pontife. Le gouvernement français qui n'avait eu, pendant la guerre, qu'un chargé d'affaires auprès de la cour du Vatican, y substitua un ambassadeur. Après le transfert de la capitale à Rome, la France eut ainsi deux missions diplomatiques dans la même ville, l'une accréditée près du gouvernement temporel, au Quirinal, l'autre près du gouvernement spirituel, au Vatican. La première était une ambassade, la seconde une légation. En maintenant à son représentant près du saint-siège la plus haute dignité diplomatique, la France se conformait à une tradition établie. M. Jules Favre, ministre des affaires étrangères, écrivait le 1<sup>er</sup> juin 1871 :

« Nous aurions pu nous contenter de laisser à Rome un simple chargé d'affaires. Le caractère et la capacité de M. LeFebvre de Behaine le rendaient parfaitement propre à nous représenter avec distinction. Nous avons cru que les malheurs du pape, peut-être les nôtres, nous recommandaient une politique un peu plus accusée. Diminuer le signe extérieur de nos relations avec un vieillard accablé par la mauvaise fortune eût été rigoureux de la part d'une nation en pleine prospérité ; de la part d'une puissance rudement frappée elle-même, c'eût été une défaillance regrettable. »

Dans une dépêche du 11 mai 1871, adressée à M. le comte d'Harcourt, ambassadeur près du saint-siège, M. Jules Favre resumait ainsi la politique du gouvernement français :

« Forcés par nos malheurs à une grande réserve, nous prenons les faits tels qu'ils sont, nous abstenant, quant à présent, de les juger, pour ne pas soulever chez nous et dans la Péninsule d'inutiles et irritantes discussions. Seulement nous affirmions deux résolutions qui sont notre règle de conduite. Premièrement, nous n'interviendrons (directement ni indirectement) dans une action quelconque ayant pour but le rétablissement du pouvoir temporel. Secondement, nous continuerons près du Saint-Père notre rôle de protecteur respectueux de sa personne et de sa liberté religieuse. »

Dans son discours du 22 juillet, M. Thiers caractérisait plus nettement encore cette politique :

« Si je me permettais, non pas de donner un conseil, mais d'exprimer le sentiment de la France, je dirais : si ce prisonnier, comme on l'a qualifié, devenait un exilé, oh ! je me bornerais à lui déclarer à la face du monde : La France vous sera toujours ouverte !... »

» Il y a, messieurs, à maintenir l'indépendance religieuse du chef du catholicisme ; oui, en cela, il y a un grand devoir à remplir, un devoir supérieur que nous ne négligerons pas. »

Pour assurer l'exécution de ce *devoir supérieur*, le gouvernement français maintint dans les eaux de Civita-Vecchia un bâtiment de guerre, *l'Orénoque*, qui devait se tenir aux ordres de l'ambassade de France près du saint-siège. En 1872, au 1<sup>er</sup> janvier, l'état-major de ce bâtiment alla rendre hommage au pape. Cette démarche ne souleva point de difficultés : le roi Victor-Emmanuel ne se trouvait pas à Rome, et la légation de France près de la cour italienne n'avait pas de titulaire. En 1875, les choses se présentaient autrement. Le roi d'Italie restait à Rome pour les fêtes officielles, et la France avait auprès de ce souverain un ministre : M. Fournier. On a fait à ce diplomate une réputation de libre penseur, dont il n'a pas paru blessé : les journaux italiens lui attribuent à l'égard de l'Italie des sentiments favorables qu'il ne décline pas. Les opinions de son collègue près du saint-siège ne faisaient non plus de mystère pour personne. M. le comte de Bourgoing avait remplacé M. le comte d'Harcourt, appelé à l'ambassade de Londres. M. de Bourgoing avait figuré avec distinction dans la diplomatie française avant l'Empire. Il avait entrepris ensuite, sur l'histoire de la révolution française, un ouvrage dont les premiers volumes avaient été remarqués (1).

M. de Bourgoing est un catholique très-convaincu. On devait attendre de lui qu'il prendrait à la lettre son rôle de protecteur de l'indépendance spirituelle du saint-siège, et n'abandonnerait aucune des prérogatives qu'il croirait attachées à sa charge.

Comment a été soulevé l'incident de *l'Orénoque* ? les journaux catholiques font porter toute la responsabilité sur M. Fournier. Le gouvernement français l'a revendiquée par une note insérée au *Journal officiel*. Il n'y a pas eu, d'après cette note, de conflit personnel entre les deux représentants de la France. Nous inclinons fort à le croire, et nous nous en tenons-là. Les questions de personne sont fort secondaires en pareille matière. Le fait est qu'il parut délicat d'envoyer des officiers français saluer le souverain spirituel, de leur faire traverser, en uniforme et officiellement, les rues d'une capitale, sans qu'ils rendissent au souverain temporel, au souverain de fait de l'État où ils se trouvaient, près duquel nous avions un représentant accrédité, les hommages usités en pareil cas. L'ordre fut, à ce qu'on assure, donné aux officiers de *l'Orénoque* de se rendre au Vatican, le jour de Noël, avec M. de Bourgoing, et au Quirinal, le 1<sup>er</sup> janvier, avec M. Fournier. On aurait espéré ainsi concilier les choses et satisfaire tout le monde. Aurait-on réussi ? Il est permis d'en douter.

M. de Bourgoing, averti de la résolution prise par le cabinet de Versailles, ne la jugea point compatible avec les exigences du respectueux protectorat dont il était chargé. Il envoya sa démission à M. Thiers ; il l'envoya si vite, assure-t-on, et s'en cacha si peu, que les journaux en furent avertis avant le

gouvernement français. Si l'on en croit le *Mémorial diplomatique*, cette hâte aurait été d'autant plus regrettable que « le gouvernement français était disposé à écartier cette difficulté en dispensant l'état-major de *l'Orénoque* de se rendre, soit au Vatican, soit au Quirinal. » C'était une solution, et plus sage assurément, plus prudente et plus diplomatique que celle qui consistait à faire promener nos officiers d'un palais à l'autre, au milieu d'une foule médiocrement sympathique à la mission qu'ils remplissent en Italie.

Quant à M. de Bourgoing, il est difficile de ne point blâmer sa manière d'agir. Il n'a pas eu tort d'envoyer sa démission au ministère, s'il ne se trouvait plus d'accord avec la politique du gouvernement ; mais il aurait dû attendre pour se retirer publiquement qu'un successeur lui eût été donné : il n'aurait pas dû mettre les journaux dans la confidence de sa résolution avant que le ministère ne l'y eût autorisé ; il aurait dû éviter, autant qu'il était en lui, de faire autour de cet incident un bruit inopportun.

La conduite de M. de Bourgoing n'a été ni prudente ni politique ; mais elle a été indépendante : M. de Bourgoing a sacrifié à ses convictions une position qui n'était pas pour lui un emploi de rencontre, mais le couronnement d'une carrière laborieuse. C'est un point à considérer. Nous avons eu longtemps au quai d'Orsay une direction politique dont le principe était « qu'il ne faut pas créer de difficultés au département ». A force d'échuder les difficultés, on est arrivé à n'avoir ni diplomatie, ni alliances. Cependant, s'il est à désirer que nos diplomates montrent de l'indépendance et du caractère, il est nécessaire qu'ils concilient les exigences de leur honneur personnel avec leurs devoirs envers l'État ; ils peuvent, ils doivent même dans certains cas se retirer, mais il ne leur appartient pas d'engager le pays et de le compromettre ; en acceptant une mission, ils s'exposent à des épreuves de ce genre, et une certaine abnégation leur est souvent imposée ; cette abnégation n'est d'ailleurs que temporaire et n'a rien de commun avec la servilité ou l'obéissance passive.

Quoi qu'il en soit, les difficultés qui ont amené la démission de notre ambassadeur subsistent après son départ. Le gouvernement français ne peut abandonner sa représentation spirituelle à Rome. Le gouvernement de la République le peut moins que tout autre : il est le gouvernement de tous par tous ; la majorité des Français est catholique, les rapports des catholiques français avec le Saint-Siège sont réglés par le concordat, et tant que le concordat subsiste, la France doit veiller à l'indépendance religieuse du Saint-Siège. C'est la politique déclarée de M. Thiers, et c'est la bonne politique. D'ailleurs nos intérêts et nos traditions diplomatiques nous en font un devoir. Le jour où la France l'abandonnera, elle renoncera à jouer un rôle en Orient, et le jour où la France aura renoncé à l'Orient, elle aura renoncé à la grande politique, car elle n'aura plus d'alliés : elle aura perdu le moyen d'attirer à elle, suivant les circonstances, l'Angleterre ou la Russie, d'opposer l'une à l'autre et de tirer parti de leurs rivalités.

S'ensuit-il que la France doive adopter une politique provoquante à l'égard de l'Italie ? En aucune façon. L'unité de l'Italie est faite ; nous y avons beaucoup aidé ; nous aurions d'autant plus mauvaise grâce à nous en irriter, que notre impatience et nos regrets rapprochent davantage l'Italie de l'Allemagne. C'est un fait accompli : on

(1) Nous avons donné une analyse de cet ouvrage. Voyez la *Revue*, p. 13.

peut le juger et en tirer des leçons profitables; mais chercher à l'anéantir serait la plus frivole et la plus condamnable des folies. La politique ne vit pas de sentiments, de phrases et de formules; elle vit de faits et d'intérêts. L'Italie est catholique, elle tient plus à conserver le pape qu'on ne le croit en général. Le pape, de son côté, est bien plus attaché à l'Italie qu'on ne se plaît à le dire. L'intérêt de l'Italie est de garder le pape à Rome, et l'intérêt du pape est d'y rester. L'Italie ne rétablira pas le pouvoir temporel, le Saint-Siège ne reconnaîtra pas le royaume d'Italie; mais il se peut qu'avec le temps les faits s'établissent et s'imposent.

Le devoir de la France est de faciliter cette œuvre du temps. Il ne faut se laisser ébranler ni par les *foules* du Vatican, ni par les déclamations révolutionnaires. Il ne s'agit pas ici de restaurations invraisemblables ni de réactions intempestives; mais seulement d'une tradition diplomatique à soutenir. La République française ne peut pas, ne doit pas intervenir à Rome en faveur du pouvoir temporel, mais elle peut s'y maintenir comme un protecteur de la liberté théologique du pape.

N'allons pas plus loin. On parle d'une ligue des États catholiques contre les États protestants, on nous propose de nous mettre en tête de cette ligue; on n'oublie qu'une chose: les ligueurs manquent. Comptons les États catholiques: l'Autriche? elle est alliée de l'Allemagne et le restera tant que la Russie prétendra se mêler d'affaires slaves et orientales; — la Bavière? elle est allemande avant tout, et il suffira que la France fasse du catholicisme un système politique, pour qu'elle se soumette aux plus despotiques décrets de Berlin; l'Italie? elle veut garder Rome et sera l'alliée de toute puissance qui lui en garantira la possession; l'Espagne? elle a failli avoir un roi prussien, et ne l'ayant pu prendre, elle a choisi un Italien; elle est et restera révolutionnaire. S'il s'y établit un gouvernement clérical, les forces de ce gouvernement s'épuiseront à se soutenir.

Il faut donc conserver une représentation diplomatique près du pouvoir spirituel à Rome, tout en rétablissant sur le meilleur pied possible nos relations avec l'Italie. C'est une tâche ingrate; il y a de grandes passions en Italie, et d'insurmontables obstinations au Vatican; beaucoup de diplomates succomberont sous le fardeau, c'est une question secondaire. Le point est de réussir, et l'on réussira, avec le temps, par la force des choses, si l'on a une politique bien nette et si on y persiste. C'est là qu'est la difficulté. Il ne suffirait pas de dire à notre ambassadeur temporel: « Nous reconnaissons les faits accomplis, et nous voulons être amis de l'Italie, » et de dire à l'ambassadeur spirituel: « Nous n'y pouvons rien, mais nous restons les meilleurs amis du Saint-Père »; il faut que les deux missions ne représentent qu'une seule politique. En ce cas, les conflits, s'il y en a, seront purement personnels et de peu d'importance. Il faut que la droite et la gauche du pays s'accordent sur une question d'intérêt national. Que la droite soutienne le gouvernement mais sans interpellations inopportunes, sans protestations impolitiques, sans menaces, qui ne seraient qu'une forfanterie coupable, sans arrière-pensées belliqueuses, qui seraient un acte de démence; — que la gauche comprenne qu'il s'agit ici d'intérêts pratiques, de diplomatie très-positive, d'affaires proprement dites, qu'elle ne complique pas cette question, tout européenne, de théories philosophiques, qu'elle ne crée pas au gouvernement, dans

sa tâche ardue, d'insurmontables difficultés — et alors il sera possible au gouvernement d'accomplir son devoir, c'est-à-dire de faire à Rome de la bonne politique française.

## ÉCOLE SPÉCIALE DES LANGUES ORIENTALES VIVANTES

COURS DE M. DULAURIER

de l'Institut

### Les études arméniennes. — Leur état actuel

Messieurs,

En commençant la série de conférences que je me propose de faire cette année devant vous, je m'abstiens de vous adresser un discours d'apparat, que le lieu et le caractère tout didactique imposé ici à mon enseignement n'admettent pas (1); j'ai pensé qu'il est plus convenable de donner à mes paroles le ton d'une simple allocution et, ménager de votre temps, me borner à vous consulter sur les points auxquels vous voulez que je touche, sur la nature, l'ordre et la marche du travail que nous devons accomplir en commun. Les personnes studieuses, qui fréquentent nos cours y viennent le plus souvent pour y recevoir une instruction spéciale, et s'y préparer à une carrière professionnelle; d'autres, et c'est le plus petit nombre, obéissant à une vocation plus relevée, pour s'initier à la connaissance littéraire et historique de l'Orient. Mon devoir est d'aider les unes et les autres à atteindre ce double but; mais je dois vous l'annoncer d'avance, le principal intérêt de nos études consiste dans la contemplation d'un passé déjà bien loin de nous; elles sont plutôt savantes et d'un ordre spéculatif que pratiques et d'une utilité usuelle.

Le programme inscrit sur notre affiche n'est point immuable et définitif. Je puis, d'accord avec vous, le maintenir dans son ensemble ou le modifier en partie; en d'autres termes, nous allons choisir de concert les matières qui doivent nous occuper. Mais quels que soient ces changements, le cadre de notre programme n'en restera pas moins très-vaste, tant sont nombreux et variés les sujets que l'Arménie offre à nos recherches, tant est puissant et nouveau l'attrait que ces recherches sont de nature à inspirer.

Je vais essayer de vous en donner une idée en vous exposant succinctement leur état actuel.

### I

Jusqu'à la fin du siècle dernier, et aux débuts de celui où nous vivons, les études arméniennes avaient été tenues circonscrites dans un cercle très-limité, elles étaient cultivées à un point de vue exclusif; elles servaient uniquement aux besoins de l'exégèse biblique et de la théologie, telles qu'on les comprenait alors, à la controverse des missionnaires

(1) Par une étrange anomalie, la chaire d'arménien, qui a pour objet principal, sinon unique, l'enseignement d'une langue savante, morte depuis des siècles, est instituée à l'École spéciale des langues orientales vivantes. Il est facile de comprendre comment une anomalie aussi sensible est un obstacle au développement et aux progrès de cet enseignement. (Note de la Direction.)

latins, contre les Arméniens dissidents, à la propagation de la foi catholique parmi eux. Ce n'est que dans ces derniers temps qu'elles ont commencé à se séculariser. Les monuments sur lesquels elles s'exercent étaient fort rares en Europe, peu ou point connus; et cependant quel pays est plus riche que l'Arménie en souvenirs de l'antiquité; cette terre, qui fut le second berceau de l'humanité, le champ de bataille où se sont heurtées toutes les grandes nations de l'Orient et de l'Occident, les Assyriens et les Perses, les armées d'Alexandre le Grand et de Darius, les Grecs sujets des Séleucides, les Romains de l'empire et les Parthes, sur laquelle se sont précipitées successivement les Arabes, les Turcs et les Mongols, et qui, dans un temps plus rapproché de nous, est devenue le théâtre des conflits de la Turquie et de la Perse, pour passer enfin sous la domination des Tsars; terre mille et mille fois bouleversée et ensanglantée par tous ces conquérants, mais qui retient l'empreinte ineffaçable de leur passage. Il y a quelques années à peine, on ne se doutait nullement de tout ce que la langue et la littérature arménienne recèlent d'utiles notions pour l'histoire, la géographie et la philologie comparée; de l'abondante moisson que ce champ, dès qu'il sera cultivé, promet à la philosophie, à la science du droit et de la médecine, à l'histoire des religions de l'antiquité et des doctrines de l'Église chrétienne. La science du droit y est représentée par le code de Mekhithar Kesch, compilé au xii<sup>e</sup> siècle, et qui contient des fragments de la plus ancienne législation romaine, puisqu'ils sont antérieurs au Code Théodosien, et par plusieurs ouvrages de droit canon ou civil; la médecine, par le *Traité des fièvres* de Mekhithar de Her, qui est de la même époque que le livre de Mekhithar, et par le dictionnaire de matière médicale, composé au xvi<sup>e</sup> siècle par Amirdolvat.

Les premiers en date des monuments que nous a légués la littérature arménienne ne remontent pas au delà du iv<sup>e</sup> siècle de notre ère; ils nous la montrent parvenue déjà à un degré de perfection qui suppose une très-longue élaboration antérieure, et nous la présentent en pleine floraison. Ce développement subit et spontané serait un phénomène en contradiction avec les lois qui régissent la marche lente et progressive de l'esprit humain, si ce phénomène n'avait ses causes et n'avait eu sa préparation dans le passé. Nous possédons des preuves positives de l'existence d'une primitive littérature arménienne, dans les âges qui ont précédé l'apparition, ou plutôt la renaissance, qui eut lieu au iv<sup>e</sup> siècle. Un écrivain, qui vivait dans le siècle suivant, profondément versé dans la connaissance des antiquités de sa patrie, Moïse de Khoren, mentionne les livres des écoles sacerdotales de Nisibe et d'Édesse; il raconte que dans les archives des rois et des familles princières ou satrapales avaient été rassemblées les poésies historiques que chantaient des rhapsodes ambulants et que de son temps encore les habitants du district de Koghlihen redisaient avec amour, aux sons d'une sorte de lyre, le *pampirn*. Il ajoute que l'on avait formé des recueils de ces poésies coordonnés en trois cycles, le cycle assyrien, le cycle médo-perse et le cycle arménien. Dans les fragments que Moïse nous en a conservés dans son *Histoire d'Arménie*, on sent le souffle épique dont ces vieilles poésies sont animées, et les élans d'une inspiration tour à tour naïve ou héroïque. A combien de siècles en arrière nous faut-il faire remonter les essais de la vie littéraire en Arménie, si nous en jugeons par un de ces fragments, l'hymne cosmogonique, qui

célèbre la naissance du demi-dieu Vahaken, véritable chef-d'œuvre par l'élevation et la concision de la pensée, la grandeur des images et la souveraine beauté de l'expression.

Les réminiscences païennes que réveillaient ces créations de la masse populaire les firent condamner impitoyablement par le christianisme dès son avènement. En Arménie, tout ce qui rappelait le culte et les souvenirs d'autrefois fut aboli. Tous les livres périrent dans les flammes.

Les premiers apôtres de l'Évangile furent des docteurs syriens qui vinrent de la métropole de l'Osrohoëne; mais leurs prédications n'eurent qu'un faible retentissement; il paraît qu'ils ne réussirent à fonder que quelques communautés de néophytes sans lien entre elles. Ce peu d'empressement tient sans doute à l'incompatibilité de l'esprit syrien, sémitique par essence, et le génie arménien, de nature aryenne; aux différences si sensibles de l'idiome dont les prédicateurs se servaient et la langue de ceux qu'ils voulaient convertir. Ce fut un peu plus tard, sous le règne de Tiridate II, et vers la fin du règne de Dioclétien, que la foi du Christ se propagea dans toute l'Arménie, qu'elle conquit la masse de la population et que l'Église nationale fut constituée. En régénérant moralement les Arméniens, elle transforma leur condition politique et civile; en leur suggérant de nouveaux besoins intellectuels, elle opéra une révolution littéraire. Cette fois le christianisme leur arrivait d'une contrée voisine, d'une source vers laquelle les poussaient, même à leur insu, de natives sympathies, de chez les Grecs de Cappadoce. Entre ces derniers et eux, également issus de cette grande fraction de la famille humaine que l'on désigne sous le nom de race aryenne ou indo-européenne, il y avait cette solidarité instinctive que l'on remarque chez tous les peuples de cette même race, une uniformité de conceptions qui rend très-bien raison de l'entraînement qui les porta vers le christianisme hellénique, et de la profonde et universelle influence qu'il exerça sur eux.

Épris d'un goût passionné pour la littérature de leurs instituteurs religieux, ils se mirent à l'étudier avec ardeur et apprirent à imiter les modèles qu'elle offrait à leur admiration. Ils connurent ce que les Orientaux ont toujours ignoré: l'art de discipliner la pensée et de la revêtir des expressions les plus convenables, nobles ou élégantes. Ils firent plus; ils s'approprièrent, par des traductions, ceux des ouvrages grecs en harmonie avec leurs aptitudes ou leurs besoins, les historiens, les philosophes de l'antiquité et les Pères de l'Église. Nous leur devons de nous avoir conservé sous la forme d'un calque très-exact et avec une fidélité pour ainsi dire plastique, plusieurs de ces ouvrages dont l'original s'est perdu. Il n'est pas moins précieux pour nous de retrouver celles de ces compositions échappées aux ravages du temps ou à l'action encore plus destructive de la main de l'homme, dans des versions, la plupart exécutées au v<sup>e</sup> siècle, sur des manuscrits encore préservés des altérations que les copistes leur ont fait subir dans le cours des âges. La comparaison de ces versions avec les textes dont elles émanent peut fournir à la critique un moyen aussi ingénieux que sûr de rétablir l'intégrité de ces textes et d'en corriger les leçons corrompues. Deux ou trois éditions imprimées d'un auteur grec étant données et mises en parallèle, il est indubitable que c'est l'édition qui se rapporte le mieux à la traduction arménienne qui doit avoir le plus d'autorité.

Nous avons vu que les monuments de la littérature armé-

nième commencent au IV<sup>e</sup> siècle, c'est-à-dire cinq siècles au moins avant l'écllosion de la littérature musulmane. Ils se perpétuent pendant toute la durée du moyen âge, et presque jusqu'à nos jours, formant ainsi une *chaîne dorée* qui relie le vieux monde oriental au monde nouveau. Pour l'histoire de la haute Asie, pendant les huit premiers siècles qui suivirent la naissance de J. C., ce sont les seuls guides que nous possédions, les seuls témoignages contemporains de cette époque que nous ayons à consulter.

Nés au sein d'une société chrétienne, qu'entouraient des peuples voués au mazdéisme ou aux croyances du Koran, les écrivains arméniens se sont trouvés placés, et par la religion et par la race, à un point de vue particulier qui les distingue entre tous les écrivains orientaux, qui leur donne un caractère éminemment original, et leur a ouvert des voies d'information et dicté des appréciations qui ne sont qu'à eux.

## II

Avant la création toute récente des méthodes de la philologie comparative, on ignorait les origines de la langue arménienne, et la famille d'idiomes à laquelle elle appartient. On constatait quelques analogies avec le persan et le grec, et l'on en concluait simplement et au hasard, que c'étaient là des ressemblances fortuites, ou des emprunts résultant de communications momentanées de peuple à peuple, et dont on ne s'embarrassait nullement de chercher la signification grammaticale et historique. Quelques Arméniens, patriotes plus fervents qu'éclairés, revendiquant pour leur idiome la priorité sur tous les autres, affirment que c'est celui que parlaient Noé et ses enfants dans l'arche ; il y en a même, esprits naïfs ou attardés, qui considèrent cette opinion comme un article de foi, enseigné par l'Écriture sainte. Ces rêves, comme tous ceux des linguistes de la vieille école, se sont évanouis à la lumière de la révélation scientifique. Nous savons maintenant que l'arménien est un des jets les plus anciens, les mieux conservés du groupe iranien, dans la grande famille aryenne, contemporain des premiers développements du zend, avec lequel il a d'étroites affinités, peut-être même antérieur, dans son organisme phonétique, d'après une opinion de Bopp. La connaissance des lois qui ont présidé à sa formation nous permettra de remonter à la genèse et à la constitution primordiale des idiomes qui furent en usage dans la Perse des Achéménides. Ses dialectes vulgaires, usés dans leur structure syllabique par la prononciation journalière, suivant la loi que M. Max Müller a appelée *l'altération phonétique*, retiennent encore des mots et des formes grammaticales, à l'empreinte tout archaïque, très-curieuses à enregistrer. A côté des deux dialectes principaux, le dialecte occidental et le dialecte oriental, entre lesquels l'Euphrate marque la ligne de division, il existe une multitude de dialectes secondaires, nés du fractionnement de la nation en une foule de petites agglomérations distinctes. Comment s'est fait ce fractionnement ? C'est ce qu'il nous importe maintenant de savoir.

Accablés et ruinés par des invasions sans cesse répétées, livrés en proie à des maîtres étrangers et barbares, les Arméniens commencèrent dès le V<sup>e</sup> siècle à émigrer loin du sol natal. Ils se sont portés dans toutes les directions, en Asie comme en Europe. Partout où ils se sont établis, ils ont

adopté la loi du pays où ils ont reçu l'hospitalité, et sa langue et ses usages, mais sans jamais se confondre avec le gros de la population indigène. C'est ainsi que nous les voyons disséminés aujourd'hui, par essaims plus ou moins considérables, dans les contrées les plus diverses, occupant en Asie la région transcaucasienne sous la domination russe, quelques points de l'Anatolie, dans l'empire ottoman, de la Perse et de l'Inde britannique ; en Europe, fixés dans la partie centrale et méridionale de la Russie, en Pologne et les provinces orientales de l'Autriche. Ce mouvement d'expansion, sollicité par le goût du commerce et de la spéculation financière propre à la race arménienne, les a conduits encore plus loin : dans l'archipel Indien, sur les confins du continent asiatique et, dans le centre de ce vaste continent, dans des lieux inaccessibles aux Européens, où ils ont réussi à s'implanter et à faire du trafic. Au milieu des vicissitudes de cette dispersion, et des changements qu'elles ont occasionnés dans les mœurs, les habitudes et les dialectes locaux, cette nation de réfugiés est restée fidèle, comme les enfants d'Israël, au souvenir de la patrie absente, de la terre des ancêtres. Elle a conservé comme un symbole de son unité détruite, comme le dernier lien qui rattache les uns aux autres des frères séparés, sa religion et sa vieille langue liturgique et littéraire. Cette langue a cessé d'être parlée, elle est morte depuis des siècles ; mais la valeur historique et l'abondance des monuments qu'elle a produits l'ont rendue impérissable.

Ses dialectes vulgaires dont je parlais tout à l'heure sont encore vivants, il est vrai ; mais ils ne dépassent guère les bornes du foyer domestique. En dehors de la famille et pour les relations extérieures, l'idiome qui prévaut est celui du pays dont ces émigrés sont devenus les citoyens adoptifs.

## III

Un orientaliste qui à une connaissance approfondie de l'hébreu joignait celle de l'arménien, l'abbé Villefroy, entrevoyait déjà, au siècle dernier, les horizons nouveaux que la littérature de la vieille Arménie ouvre à la science de l'histoire, et il les signala dans un de ses écrits. Mais cette révélation prématurée passa inaperçue, et la voix du docte abbé resta sans échos autour de lui. Nul, à cette époque, ne pouvait s'imaginer que dans cette littérature dont on ne connaissait que le côté théologique, et que l'on qualifiait dédaigneusement de littérature de prêtres et de moines, il put y avoir quelque chose d'intéressant et de bon à découvrir et à recueillir. Ce n'est que soixante ou soixante-dix ans après Villefroy que sa tradition et ses idées furent reprises et fécondées par Saint-Martin, critique éminent, d'une érudition immense et auquel il ne manqua que d'être un linguiste plus exercé. Il comprit tout le parti que l'on pouvait tirer de ces richesses méconnues, et après en avoir ramassé quelques parcelles, aussi bien qu'il était permis de le faire de son temps, il les livra au public, dans ses *Mémoires historiques et géographiques sur l'Arménie*, ouvrage capital en son genre, et que les progrès accomplis depuis lors ne feront jamais oublier. Après Saint-Martin, nous avons eu en France, dans le même ordre de travaux, MM. Chaban de Cirbied, Arménien de naissance, et Levailant de Florival, tous deux mes prédécesseurs dans cette chaire, MM. Evariste Prud'homme et Victor Langlois, et un autre qui leur a survécu, et que je n'ose nommer. Sans mériter

la notoriété du grand savant, leur devancier, tous ont su se rendre plus ou moins utiles, les trois derniers en profitant des circonstances heureuses qui ont mis entre leurs mains des monuments ignorés de Saint-Martin, ou encore inédits, et qu'il ne pouvait se procurer à Paris.

Dans les pays étrangers, plus rapprochés que le nôtre des lieux où sont groupés les Arméniens, et par conséquent mieux placés pour aborder les études que nous avons ici en vue, et chez les Arméniens eux-mêmes, elles ont pris un rapide et remarquable essor. La congrégation des RR.PP. Mekhitharistes, fondée, vers 1702 ou 1703, dans la petite île de Saint-Lazare, au milieu des lagunes de Venise, figure à la tête de ce mouvement de rénovation. Depuis sa naissance, elle n'a cessé de s'appliquer avec les soins les plus diligents à rassembler tous les ouvrages arméniens qu'elle a pu obtenir, épaves arrachées à la tempête qui a dispersé au loin la nation. Elle a mieux fait encore, elle les a étudiés avec un zèle infatigable, et a entrepris de les faire connaître, en les mettant à la portée de tous, par des éditions correctes et d'un prix très-modéré. La liste de ses publications est longue, elle comprend les classiques arméniens, historiens, orateurs sacrés, polygraphes et poètes, qui dans l'antiquité ou un peu plus tard, jusqu'au xii<sup>e</sup> siècle, ont brillé par leur savoir, par l'éloquence ou le style. Jaloux de faciliter l'intelligence de l'idiome tombé en désuétude, dans lequel ces ouvrages sont écrits, ces savants religieux ont composé nombre de grammaires et de dictionnaires, œuvres laborieuses et très-utiles des PP. Avédik, Jean-Baptiste et Pascal Aucher, et du plus éminent de tous, pour la connaissance de la langue antique, le P. Arsène.

Dans la capitale de l'Autriche, à Vienne, une autre branche de la famille des Mekhitharistes, établie d'abord à Trieste, d'où elle fut expulsée par les armées de notre première République, s'est rendue recommandable principalement par la publication d'une foule de livres élémentaires ou didactiques, grammaires, dictionnaires à l'usage des nationaux ou des étrangers, traités pour l'éducation de la jeunesse, etc., et par la création d'une imprimerie, célèbre par la netteté et l'élégance de ses types arméniens, et des formes qu'elle a

fil graver de presque tous les alphabets de l'Europe et de l'Asie.

Les Arméniens de Russie, réveillés depuis peu à la vie littéraire, ont le mérite de s'être formé dans le domaine commun un apanage particulier et très-riche, en se donnant pour mission de rendre à la lumière des monuments restés jusqu'à présent dans l'obscurité et l'oubli, les chroniques du moyen âge et les chants populaires modernes. Le style négligé ou trivial de ces compositions ne diminue en rien pour nous la valeur historique ou esthétique qu'elles ont réellement. Le collège fondé à Moscou, par la munificence de la famille Lazareff sous le titre d'*Institut des langues orientales*, en faveur des Arméniens sujets de l'empire Russe, est une pépinière d'où sont sortis de persévérants et heureux chercheurs de ces sortes de monuments. Plusieurs des élèves de l'Institut Lazareff, devenus des maîtres à leur tour, ont vulgarisé par l'impression une quantité d'ouvrages qui n'existaient encore qu'en manuscrits, et qui étaient par conséquent très-rares, très-difficiles à obtenir ou tout à fait en dehors de notre portée.

L'un d'eux, M. Nikita Ossipyetch Emin a publié une édition de l'historien Jean Catholicos, qui, au ix<sup>e</sup> siècle, a écrit le récit

des événements qui ont marqué les premiers temps de la domination arabe dans l'Arménie, et trois historiens, qui vécurent à l'époque de l'invasion mongole, sur laquelle ils nous fournissent de très-curieux renseignements, Vartan, Guiragos et Mekhillian d'Aïrivank. M. Emin nous a donné, en outre, de bonnes traductions russes de Moïse de Khoren et de Vartan, et une version française, non moins estimable, d'Agathange, le plus ancien des historiens arméniens. Un autre élève du même Institut, M. Patkanoff, aujourd'hui professeur à l'université de Saint-Petersbourg, s'est distingué par ses recherches de philologie comparée, qui jettent un jour tout nouveau sur les origines et les affinités de la langue arménienne. Je ne saurais omettre ici M. le docteur Akhverdoff, qui nous a révélé le poète tisserand de Tiflis, le gracieux Saïath-Nova, ni oublier M. Miantzaroff et l'anonyme qui se cache sous le nom de Kamar-Kaliba, auxquels nous devons de précieuses collections de chants populaires où le choix des pièces a été fait avec autant d'intelligence que de goût. A cette énumération se rattache le nom de notre compatriote, M. Brosset, membre résidant de l'Académie de Saint-Petersbourg, qui, au milieu de ses travaux sur la littérature géorgienne, n'a point négligé la littérature encore plus féconde de l'Arménie.

A Constantinople, où, depuis la conquête de Mahomet II, s'est concentrée une notable partie des Arméniens, la production intellectuelle a commencé plus tôt et s'est continuée plus active peut-être que partout ailleurs. Elle a mis en circulation des ouvrages que revendique la littérature ancienne et classique, et d'autres que les âges suivants ont vu éclore. Parmi ces ouvrages, la majeure partie consiste en livres d'un caractère religieux et sont du ressort de la théologie ou de la liturgie. Quelques-uns, en bien petit nombre, ont pour objet l'instruction des enfants. Les historiens ne comptent que pour une faible part dans ce contingent, et les éditions en sont assez peu correctes, et, sous ce rapport, comme pour l'exécution typographique, inférieures à celles des Mekhitharistes de Venise. En revanche, les Arméniens de Constantinople nous ont donné dernièrement deux historiens, dont la publication est une primeur qui leur appartient exclusivement, et des plus importants, l'évêque Sebêds, qui, au viii<sup>e</sup> siècle, s'est fait le narrateur des guerres de l'empereur Héraclius contre les Perses et les Arabes, et Thomas, de la famille des Ardzronnis, souverain du Vashbouragan, l'une des provinces les plus considérables de la Grande-Arménie, lequel, au x<sup>e</sup> siècle, a décrit les origines et les vicissitudes de cette illustre famille.

De nos jours, les genres littéraires les plus en vogue parmi nous, le roman, le drame, la poésie lyrique, ont pris faveur parmi les Arméniens de la métropole de l'empire ottoman; ils se piquent d'être, par le progrès, à la tête de la nation. Ils nous ont emprunté la presse périodique, qui tend à acquérir, de jour en jour, plus d'autorité et d'extension. Elle est représentée par le journal officiel du patriarcat et du conseil national, *le Massis*, et par des feuilles bi-quotidiennes ou hebdomadaires, des revues qui naissent, vivent quelque temps, et puis meurent pour renaître en se multipliant.

*Mulla renascuntur quæ jam cecidere, cadentque.*

Comme autrefois, à Byzance et à Athènes, les jeunes Arméniens accourent dans l'Athènes moderne, à Paris, pour

s'éclairer aux lumières de notre civilisation, et malheureusement pour en prendre quelquefois les vices, pour y recevoir les bienfaits de l'éducation, dans un établissement national créé par les libéralités de l'un de leurs compatriotes, M. Samuel Moorat, de Madras, ou pour suivre les cours de nos écoles de droit, de médecine ou de commerce.

Dans des contrées situées hors de l'Europe, à Tiflis, capitale de l'ancien royaume de Géorgie, à Edchmiadzin, dans la Grande-Arménie, à la Nouvelle-Nakhidchévan, sur le Don, à Calcutta, à Madras, ainsi qu'à Jérusalem, partout où vivent groupés les Arméniens, se sont manifestées les mêmes aspirations vers une renaissance littéraire. Les livres imprimés dans ces contrées lointaines ne nous parvenant que très-difficilement, souvent même pas du tout, nous restent inconnus pour la plupart. J'ai le regret de ne pouvoir en citer qu'un nombre très-restreint, mais suffisant, comme symptôme de l'activité que j'ai entrepris ici de vous signaler.

A Tiflis, le précédent archevêque arménien de cette ville, Mgr Sarkis Debalalians, a fait paraître, en 1842 et 1850, en deux volumes in-4°, la relation de son voyage dans la Grande-Arménie. A la suite de la description de chaque localité, il rapporte toutes les anciennes inscriptions gravées sur les murailles encore debout des églises et des monastères. On a publié aussi à Tiflis un ouvrage qui, sous la forme d'un simple catalogue, classe et décrit très-méthodiquement les manuscrits arméniens de la célèbre bibliothèque du couvent d'Edchmiadzin, la plus riche en ce genre et la plus anciennement formée.

Ce couvent, siège antique et vénéré du Catholicos ou chef suprême de l'Église arménienne, est pourvu d'une imprimerie, d'où est sortie, entre autres publications, la description, en deux volumes in-8°, de la province d'Ararat et de ses cinq districts, par l'évêque Schakhathouni. Dans cet ouvrage se trouvent réunies les inscriptions si nombreuses qui existent encore dans cette province, dont le savant prélat nous présente en même temps la topographie.

A Calcutta, le collège arménien, qui porte le nom de *Martasiragan* « philanthropique », compte parmi ses professeurs M. John Awdall, auteur d'une traduction anglaise de l'abrégé de la grande histoire d'Arménie du P. Michel Tchamitch, et a une imprimerie qui compte parmi ses productions plusieurs ouvrages de religion et de poésie, et le premier volume, le seul qui ait paru jusqu'à présent, du voyage si instructif de M. Mesrob Thaghjian dans la Grande-Arménie.

Une des villes qui ont le plus largement contribué à accroître le contingent de publications est Jérusalem. Les Arméniens y possèdent ce couvent de Saint-Jacques qui leur fut donné par Saladin, lorsqu'il s'empara de la Cité sainte sur les chrétiens. Ce monastère, lieu de pèlerinage très-fréquenté chaque année aux fêtes de Pâques, renferme, entre autres richesses que l'on vante, quantité de manuscrits. C'est sur ces textes, qui sont, dit-on, très-anciens, qu'a été exécutée, aux presses de ce monastère, l'édition *princeps* de Jean Catholicos, une nouvelle édition d'Élisée, qui, au v<sup>e</sup> siècle, a retracé le dramatique tableau de l'Arménie se soulevant les armes à la main contre la tyrannie d'Yezdedjerd II, roi de Perse, et celle d'un chroniqueur du xii<sup>e</sup> siècle, Mathieu d'Edesse, dont les pages sont si instructives pour l'histoire de la première croisade et de la domination des comtes français d'Edesse, des révolutions de l'empire grec à cette époque, des premières inva-

sions des Turcs Seldjounkides et de leurs rapides conquêtes dans l'ouest de l'Asie. A ces éditions, il faut joindre celles d'un caractère religieux et en très-grand nombre, psautier, Nouveau Testament, livres liturgiques, que les presses de Saint-Jacques ont mis au jour, ainsi qu'une revue qui paraît sous le titre d'*Amsakir*, « livre mensuel ».

L'esquisse si courte et si imparfaite que je viens de faire passer sous vos yeux devrait avoir pour complément naturel le tableau de la littérature arménienne contemporaine. Une école s'est récemment formée, qui a pris à tâche d'épurer l'idiome vulgaire, de le ramener aux règles de la langue classique et de le débarrasser des mots et des locutions de provenance étrangère qui l'ont envahi. Les efforts éclairés et persévérants de cette école ont été déjà couronnés de succès. Cette langue plébéienne, redressée et amolie, a donné naissance à une jeune littérature, en pleine sève aujourd'hui, assez flexible pour se prêter à l'expression des idées modernes et propre à les répandre dans toutes les classes de la nation. Par elle, la presse périodique fait entendre sa voix retentissante, non-seulement dans des villes où les besoins d'une population compacte, amie de l'instruction ou occupée d'affaires, semblaient réclamer la création d'un journal, et lui assurer une existence durable, mais aussi dans des localités où une pareille création aurait pu être jugée inutile. C'est ainsi que la ville de Van a une revue arménienne, *l'Aigle du Vashouragan*, rédigée avec soin et un certain talent. Croirait-on que cette petite ville, perdue sur les limites du Kurdistan, est dotée, sous ce rapport, comme de grandes cités, et a son journal arménien comme Calcutta, Tiflis, Constantinople, Smyrne, Moscou, Saint-Petersbourg, Venise, Vienne et Paris ont aussi les leurs ?

Si, pour leur caractère paisible et honnête, l'amour de la vie de famille, les instincts d'économie domestique, l'aptitude au commerce et aux opérations de banque, Lamartine a pu dire que les Arméniens sont les Suisses de l'Orient, et, et à un point de vue qui n'a pas moins de vérité, je les comparerai aux Américains de race anglo-saxonne; partout où vient se fixer une de leurs colonies, leur premier soin, à l'instar des pionniers qui s'aventurent dans le *far west*, est d'établir une église, une école, une banque et un journal. Je m'arrête sur les limites d'un sujet aussi vaste que celui que présente à nos observations la société arménienne actuelle, en me proposant, si vous le voulez bien, de le traiter en détail dans l'une de nos prochaines séances.

Malgré cette réserve et malgré mon insuffisance, peut-être ai-je déjà réussi à vous faire partager la conviction et l'espoir qui sont en moi : la conviction que la langue et la littérature de l'Arménie, envisagées suivant les vues de la science renouvelée, méritent, à tous égards d'être étudiées; l'espoir que cette profitable étude attirera de plus en plus les esprits vers des voies encore inexplorées, dans le domaine, aujourd'hui agrandi, de l'histoire et de la philologie. C'est à les leur ouvrir que tendent les efforts si méritants des deux savants chargés de l'enseignement de l'arménien à l'université de Saint-Petersbourg et à celle de Berlin, MM. Palkanoff et Pétermann. Je voudrais, dans cette chaire, ne point rester trop au-dessous d'eux, telle est mon ambition; ce sera un jour mon honneur que d'avoir voulu servir ainsi mon pays, dans la mission, si humble qu'elle soit, qu'il m'a confiée. Vous m'y aiderez, messieurs, en me prêtant votre assidu et bienveillant concours. Je l'attends, je le sollicite.

cite, et je serai heureux, si, à la fin de ma carrière, je vois s'élever et grandir, autour de moi, de jeunes et vigoureuses intelligences, qui, se consacrant au culte de la science, à laquelle a été consacré le meilleur temps de ma vie, continueront la tradition que leur vieux maître leur aura transmise, et, sans doute, feront beaucoup mieux que lui.

ED. DELACRIER.

## LA LITTÉRATURE SOUS LE SECOND EMPIRE (1)

M. Renan. — M. Havet

Dans la puissance de l'Église ou du clergé aux temps modernes, il y a deux influences fort distinctes, quoiqu'on les confonde perpétuellement : à en juger par l'histoire la plus récente, on les croirait même incompatibles. L'autorité temporelle du clergé a toujours été en raison inverse de son action réelle sur les esprits et sur les cœurs, c'est-à-dire de celle qui devait être de beaucoup la plus désirable pour les croyants sincères et sérieux. Le règne de Louis XIV ne ferait pas exception à cet égard, surtout vers la fin, à l'heure où l'autorité ecclésiastique semblait triompher sans contestation. Il n'est pas difficile, dans le silence même imposé aux dissidents, d'entendre alors « ce bruit sourd d'incrédulité » qui consternait Fénelon, et qui, Louis XIV une fois mort, devait devenir au XVIII<sup>e</sup> siècle une si formidable explosion ; ce qui est encore plus évident, c'est que du vivant même de Louis XIV la foi ardente, la foi inflexible, se retrouvait surtout chez des persécutés, au foyer même de Port-Royal, dévoué à la destruction, aussi bien que chez les *fanatiques* des Cévennes. Mais sans remonter si haut dans le passé, le contraste que présente la situation religieuse après la révolution de 1830 d'un côté, et après le coup d'État de 1851 de l'autre, suffirait pour prévenir toute confusion entre ces deux influences dont l'une ne s'achète guère qu'aux dépens de l'autre. Après la chute de la Restauration, à laquelle le clergé semblait avoir uni ses destinées, son autorité apparente semble au moins fort compromise ; son influence réelle ne va pas tarder à se faire sentir. On n'a pas oublié sans doute cette espèce de réaction religieuse qui, vers 1832, se marqua partout, dans l'art, dans l'histoire, dans la poésie, jusque dans le roman, et que l'on appella le *néo-christianisme* : elle ne se bornait point aux données de la religion naturelle ou d'un christianisme un peu vague comme celui de Channing ; si l'on veut s'en convaincre, on n'a qu'à ouvrir les œuvres les plus passagères des premières années de Louis-Philippe, aussi bien que les œuvres plus durables, signées de noms éclatants. Le catholicisme, la papauté, le moyen âge, y reçoivent des hommages que plus d'un a rétractés sans doute, quand il a vu le moyen âge, justifié dans le passé, étendre ses prétentions sur le présent et l'avenir. On contristerait même et assez injustement plus d'un survivant d'alors, si l'on rappelait certaines pages singulières, dont l'importance tient surtout à la signature de leurs auteurs. Ce retour imprudent vers le passé était

du moins sincère et désintéressé ; ce qui l'excuse encore plus, c'est qu'il était général. Qui donc alors s'en est alarmé, qui a protesté ? Et je ne parle ici que des tentatives sérieuses. Est-ce que les diverses écoles socialistes ne se réclamaient pas alors de la tradition évangélique ? Est-ce que l'histoire elle-même, y compris l'histoire de la révolution, ne prétendait pas rattacher la pensée moderne beaucoup moins aux réformateurs du XVI<sup>e</sup> et du XVII<sup>e</sup> siècle, qu'aux traditions d'unité orthodoxe, suivies à travers les siècles jusqu'au Comité de salut public ? N'était-il pas avéré alors que la Réforme n'avait été qu'un mouvement aristocratique et antinational ; que la Sainte-Ligue, Richelieu, Louis XIV lui-même, sans le vouloir il est vrai, se trouvaient être les précurseurs de la révolution, et beaucoup d'autres axiomes de même force qui passaient partout sans contestation ? Quelles sont donc les œuvres historiques de cette date, même les plus fortes et les plus sincères, qui, malgré les remaniements qu'elles ont subis depuis sous la leçon des événements, ne portent point encore la trace de cette réaction bizarre ? La démocratie militante s'obstinait à retrouver ses titres dans l'évangile, si étranger pourtant à toute idée d'organisation politique. Ce n'était plus le temps où Bossuet y cherchait au contraire un argument pour justifier les privilèges de la naissance et la prépondérance de la noblesse ; on disait que, pour la rendre *recommandable* aux chrétiens « c'est déjà un grand avantage qu'il ait plu à notre Sauveur de naître d'une race illustre par la glorieuse union du sang royal et sacerdotal dans la famille d'où il est sorti ». En 1836, il n'était plus question que du fils du charpentier. Tout cela n'était qu'une mode, dira-t-on, mais cette mode a duré ; et en tout cas, on conviendra qu'elle était plus avantageuse aux intérêts *moraux* du clergé que la mode contraire. Il est vrai que ces intérêts touchaient peu, à ce qu'il semble, ceux qui bientôt, journalistes ou hommes politiques, s'emparèrent de cette situation nouvelle pour s'assurer une influence d'un autre genre : ils y ont réussi sans doute ; mais en se plaçant au point de vue plus élevé où ils auraient dû se placer eux-mêmes, il est permis de ne pas les féliciter de leur succès.

L'impérialisme est venu ; il leur a promis ce qu'ils souhaitaient, et sur ce point il a eu cette originalité de ne pas mentir à ses promesses : il a donné à ce parti plus que n'avait fait la Restauration elle-même, à une condition toutefois, celle qu'y mettait jadis le tentateur, « *Si cadens adoraveris me* ». On sait ce qui en est résulté, et quelle mode a succédé à celle que nous signalions tout à l'heure. Nous avons vu un temps où les doctrines les plus opposées entre elles étaient néanmoins acceptées en bloc, du moment qu'elles recevaient la bienfaisante consécration de l'*Index*, quoique cette faveur ait été un peu trop prodiguée, et qu'il fût facile au premier venu d'obtenir ce que M. Havet alors, dans son poétique langage, appelait « les foudres du Vatican ». Le critérium de la certitude, cherché longtemps par les philosophes, était enfin trouvé : c'était de déplaire à M. Veuillot. Tout au plus quelques esprits récalcitrants habitués à chercher ailleurs des raisons pour donner ou refuser leur adhésion à une doctrine, osaient-ils penser, sans trop oser le dire, que les anathèmes de l'*Univers* n'étaient pas plus que son approbation, le signe certain de la vérité, et qu'il n'avait pas même l'infailibilité de l'erreur, à défaut d'autre. Mais il est sûr qu'il y a des temps où, pour recruter des partisans à une idée, quelle qu'elle soit, il suffit de la proscrire, et qu'il y a

(1) Voyez les études précédentes de M. Despois sur Sainte-Beuve, M. Lanfrey, Prévost-Paradol.

aussi des gens qui compromettraient jusqu'aux vérités géométriques, s'ils se mêlaient de les protéger. Je parle ici en général ; car je ne me rappelle point que l'*Univers* ait souvent eu ce tort de dépopulariser des idées généreuses ou raisonnables en s'avisant de les recommander.

Cette disposition des esprits favorisait toutes les protestations contre l'enseignement clérical, et elles ne lui ont pas manqué. Non certes que les deux écrivains éminents qui font le sujet de cet article puissent être soupçonnés d'avoir voulu profiter des circonstances et flatté le goût dominant. Ils ont pratiqué librement la critique et servi la science. Mais les circonstances n'ont pas nui au succès de leurs écrits ; la science désintéressée elle-même a besoin de l'a-propos.

I

A l'égard de M. Renan et de ses livres, la discussion semble épuisée. Il a eu les honneurs des excommunications solennelles, et même d'une petite persécution. Peut-être reste-t-il à chercher dans la nature de son incomparable talent et dans le caractère de sa critique, comment, après avoir excité une attention si passionnée, il n'a pas eu après tout sur les esprits une prise aussi forte que son succès le ferait croire. C'est un fait assez singulier, que lui-même semble reconnaître, quand il répète si souvent, lui qui a eu tant de lecteurs, que les suffrages d'un petit nombre sont les seuls qui soient désirables.

Cette indifférence pour l'opinion peut être une preuve d'indépendance, de fermeté très-louable chez un penseur qui doit chercher avant tout la vérité. Mais il n'en est pas moins intéressant de rechercher, et dans ses livres seulement, comment, lui, l'objet de tant d'invectives passionnées de la part de ses adversaires orthodoxes, il a trouvé dans les rangs opposés des contradicteurs plus polis sans doute, mais tout aussi décidés, pourquoi même l'adhésion qu'il obtenait d'un côté, toujours mêlée de restrictions, n'a pas été proportionnée aux injures qu'il recueillait de l'autre.

Et d'abord, il est trop clair qu'une bonne partie de la renommée conquise par M. Renan échappe nécessairement à l'appréciation du plus grand nombre. Ses travaux sur les langues sémitiques n'ont que bien peu de juges ; et encore le public profane ne peut-il ici se référer en toute confiance à leurs décisions, particulièrement quand elles sont défavorables.

Dès qu'il s'agit d'hébreu surtout, les questions d'orthodoxie générale ou particulière viennent compliquer encore les préoccupations de tout genre auxquelles les savants, dans leurs appréciations réciproques, n'échappent point d'ordinaire ; et il se trouve qu'en pareille matière les seuls juges compétents sont le plus souvent des juges prévenus. Si donc le mérite spécial de M. Renan était contesté par quelques-uns, il en faudrait conclure, non qu'il soit contestable, mais que sur d'autres points essentiels lui et ses juges ne sont pas du même avis.

Heureusement pour les profanes, M. Renan a écrit sur des sujets plus accessibles à tous, sur la philosophie, l'histoire, la littérature, sur la politique même, et ici, sans trop de présomption, chacun peut avoir son avis. Chacun aussi peut apprécier son talent d'écrivain, talent hors ligne et qui suffirait à sa renommée ; chacun peut admirer cet art merveilleux

de composition qui éclate dans de simples essais et qui égale la perfection de Macanlay, et aussi cette poésie sévère ou gracieuse qui se mêle chez lui aux idées les plus abstraites. On voit que si M. Renan dédaigne de plaire au profane vulgaire, ce n'est pas du moins faute de talent pour y réussir, et en effet par ses qualités littéraires il y a pleinement réussi.

Mais parmi les admirateurs mêmes de son talent il a dû rencontrer plus d'un adversaire de ses idées : parlons d'abord de ce qu'on peut appeler ses adversaires naturels.

On s'est étonné, bien à tort, de l'irritation profonde et durable qu'il a excitée dans les rangs des catholiques ; lui-même en a paru surpris, et c'est ce qui, de la part d'un esprit aussi éclairé, est difficilement concevable. Il a rappelé quelque part les persécutions que la critique de Richard Simon, animée pourtant des intentions les plus orthodoxes, a valu à son auteur. Mais ce n'est pas la critique seulement, c'est la simple lecture des livres saints qui a paru toujours chose dangereuse aux autoritaires religieux. Joseph de Maistre, qui a eu au moins le mérite de la franchise, a été jusqu'à écrire, à propos des Sociétés protestantes instituées pour multiplier les éditions de la Bible : « Si l'on établissait une Société pour acheter et brûler toutes les traductions de la Bible en langues vulgaires, je serais violemment tenté d'en être (1). »

L'idée n'était peut-être pas très-heureuse : acheter les éditions de la Bible eût été un moyen sûr d'en multiplier les réimpressions. Mais l'aven n'en est pas moins curieux : ainsi donc, pour Joseph de Maistre, le livre qui était après tout la base de sa croyance semblait d'une lecture périlleuse, et il ne craignait pas d'en convenir ! Partout ailleurs nous retrouvons la recommandation contraire, chez les mahométans, chez les chrétiens dissidents, chez les juifs. Joas disait jadis à Athalie :

J'adore le Seigneur, on m'explique sa loi,  
Dans son livre divin on m'apprend à la lire,  
Et déjà de ma main je commence à l'écrire.

Lire le livre divin, le copier même, voilà ce que Joseph de Maistre, s'il eût été à la place de Joas, n'eût point permis à son neveu.

Au reste, Joseph de Maistre s'alarmait à tort. On lit peu chez nous les quatre Évangiles ; tout au plus connaît-on les Évangiles des dimanches et fêtes, c'est-à-dire un choix assez restreint. Mais en dehors du protestantisme, combien y a-t-il de gens qui aient lu d'un bout à l'autre ce petit livre (2) ? Aussi peut-on croire que M. Renan a étonné beaucoup de ses lecteurs en leur révélant ce qu'il contenait ; et cet étonnement a dû être pour quelque chose dans l'émotion que son livre a excitée.

(1) *Correspondance*, 2 février 1816.

(2) On peut en donner pour preuve un petit fait, mais bien significatif à mon sens. Quand Victor Hugo publia ses *Misérables*, on fut stupéfait de voir l'évêque Myriel donner deux de ses flambeaux au voleur qui venait de lui en dérober deux autres. Cette conduite sembla de la dernière invraisemblance. En ouvrant saint Mathieu ou saint Luc (V, 40 — V, 29) on eût pu lire : « Si quelqu'un veut l'ôter ta robe, donne-lui encore ton manteau », et l'on eût trouvé sans doute tout naturel qu'un évêque eût lu l'Évangile et le pratiqué.

La *Vie de Jésus* se compose de deux parties qu'il est essentiel de distinguer : c'est d'abord l'exposé et l'appréciation des doctrines que présentent les Évangiles ; cette partie me semble de beaucoup la plus solide. L'originalité de ces doctrines ne me paraît nullement surfaite, et ce qu'elles ont d'exceptionnel est parfaitement expliqué par l'état du monde à cette époque, et par les considérations qui en sont le légitime commentaire.

Mais cet examen des principes moraux et religieux exposés dans le Nouveau Testament n'est que la moitié du livre de M. Renan. Il y a joint une biographie de Jésus-Christ, plus vraie, selon lui, que la biographie sacrée : c'est là une tentative qui paraît difficile à justifier, du moment qu'on se place au point de vue absolu du libre examen.

Le chrétien orthodoxe est à l'aise en lisant le Nouveau Testament ; pour lui, tout y est vrai, et les objections de la critique n'existent point. Ce qui semble invraisemblable ou impossible à d'autres, peut l'étonner ; mais là où il cesse de comprendre, il n'a plus qu'à s'incliner et à croire. Rien de plus simple et de plus net.

Pour le théologien indépendant qui admet que si l'Évangile est un livre inspiré, il a été pourtant rédigé par des hommes sujets comme d'autres à l'illusion et à l'erreur, le triage à faire entre le vrai et le faux est déjà un travail bien délicat : mais enfin ce triage est du moins conforme au caractère à la fois divin et humain qu'il attribue au Nouveau Testament, et du moment que le livre est considéré comme devant régler la croyance, ce travail, si arbitraire qu'il semble, se justifie par sa nécessité.

Mais pour vous, philosophe, obligé d'admettre et d'appliquer les droits du libre examen dans toute leur plénitude, où est, non pas la nécessité, mais la légitimité même de ce travail ? Où sont vos moyens de contrôle ? Au point de vue historique, vous n'en avez qu'un, et il est purement négatif : c'est le silence de tous les contemporains (1). M. Renan, qui prévoit naturellement ces objections, y répond par l'exposé de sa méthode : « Dans les histoires du genre de celle-ci, le grand signe qu'on tient le vrai est d'avoir réussi à combiner les textes d'une façon qui constitue un récit *logique, vraisemblable, où rien ne détonne*. Les lois intimes de la vie, de la marche des produits organiques (2), de la dégradation des nuances, doivent être à chaque instant consultées ; car ce qu'il s'agit de retrouver ici, ce n'est pas la circonstance matérielle, impossible à contrôler, c'est l'âme même de l'histoire ; ce qu'il faut rechercher, ce n'est pas la petite certitude des minuties, c'est la justesse du sentiment général, la vérité de la couleur (3) ». Mais remarquez donc, pourrait-on répondre, que le vraisemblable n'est pas le vrai, que toutes ces règles s'appliquent aussi bien, et même mieux, à un bon roman qu'à l'histoire ; que si elles suffisent en effet à une œuvre d'art, la science est plus exigeante. Quant à la *petite*

*certitude des minuties*, vous ne la dédaignez pas tant, peut-être ; car il vous arrive d'ajouter à la précision du récit sacré des détails absolument impossibles à constater. Vous croyez savoir par exemple que, si la mort de Jésus a été plus prompte que ne l'était d'ordinaire celle des malheureux condamnés au supplice de la croix, ce fut « une rupture instantanée d'un vaisseau au cœur qui amena pour lui, au bout de trois heures, une mort subite ». C'est possible ; mais qu'en savez-vous ? Et que diriez-vous de plus si vous aviez fait l'autopsie ? Quant au principe que « le grand signe qu'on tient le vrai », c'est la logique du récit qu'on a réussi à constituer, y a-t-il rien de plus contestable pour qui consulte l'expérience ? Où la voyez-vous donc cette logique rigoureuse, ailleurs que dans le drame, et surtout dans le théâtre classique, où tout se rapporte à la peinture d'un type, où, pendant la durée limitée de l'action, on conçoit qu'à la rigueur le héros soit toujours héros, le scélérat toujours scélérat ; où, pendant une crise de vingt-quatre heures au plus, les caractères peuvent se soutenir invariablement dans la donnée convenue ? Mais ailleurs, dans la vie réelle, et dans l'histoire qui doit en être l'image, l'inconséquence se fait voir même dans les caractères les plus prononcés ; aussi dans un récit biographique, une logique trop exacte, loin d'être la preuve qu'on tient la vérité, serait plutôt capable de le rendre suspect ; car la vie réelle n'a jamais cette unité absolue. Et M. Renan semble le reconnaître lui-même et le prouver encore mieux par une inconséquence assez étrange, quand, à une certaine date, il soupçonne Jésus-Christ de s'être abaissé à tromper les hommes par un faux miracle : c'est là démentir bien singulièrement ce caractère de sincérité parfaite que M. Renan reconnaît ailleurs dans Jésus-Christ, et si, renonçant pour un moment au périlleux système de l'unité absolue et de la logique à outrance en matière de biographie, il voulait bien signaler quelque part une inconséquence, il aurait pu en choisir une du moins qui ne fut pas une imputation aussi gratuite et aussi grave. Il est vrai que l'historien s'efforce d'excuser ce que tout le monde appellerait une imposture, et qu'il appelle, lui, une *hardiesse* : « Il nous est facile, dit-il à propos des hardiesses de ce genre, il nous est facile à nous autres, impuissants que nous sommes, d'appeler cela mensonge, et fiers de notre timide honnêteté, de traiter avec dédain les héros qui ont accepté dans d'autres conditions la lutte de la vie. Quand nous aurons fait avec nos scrupules ce qu'ils firent avec leurs mensonges, nous aurons le droit d'être pour eux sévères (4) ». Nous le serions trop nous-mêmes à l'égard de M. Renan, si nous attachions quelque importance à cette théorie des mensonges salutaires et justifiés par le succès.

Mais quand même on pourrait se flatter de réussir dans cette œuvre de restauration biographique, cette reconstruction laborieuse et toujours contestable, cette réalité plus ou moins ressaisie aurait encore moins de valeur historique que la légende même, l'idée que se sont faite les générations suivantes de la vie et du caractère de Jésus. En pareil cas, ce n'est pas le type originel, celui que vous croyez avoir retrouvé, c'est le type traditionnel et légendaire, la figure idéalisée qui a exercé une influence réelle et prolongée sur les idées et sur les faits, changé le monde, agi enfin dans l'humanité. Au simple point de vue de la science, la légende reste tou-

(1) M. Renan (*Vie de Jésus*, Introduction, X) croit à l'authenticité du passage de Joseph sur Jésus-Christ, que M. Havel, comme la critique moderne, regarde comme une pure interpolation. M. Renan soupçonne bien qu'une main chrétienne « a retouché le morceau », retranché ou modifié quelques expressions. Mais où s'arrêtent ces modifications ? Et quelle peut être l'autorité qui reste à un texte de dix lignes ainsi *retouché* ?

(2) Qu'est-ce que cela peut vouloir dire ?

(3) Introduction, p. LV.

(4) P. 253.

Jours plus importante qu'un récit plus vraisemblable, plus vrai même si l'on veut : car c'est elle véritablement qui a joué un rôle dans l'histoire, et qui est devenue à certains égards l'histoire même.

Les *Apôtres* et *Saint-Paul* ont eu moins de succès que la *Vie de Jésus*, et n'en sont pas moins très-supérieurs, comme œuvre historique : ici du moins les personnages du récit ont été en contact avec un monde que nous connaissons par des documents authentiques ; en dehors de leurs témoignages on trouve les moyens de le contrôler. Le cadre du tableau est ici facile à déterminer. Ce n'est point que M. Renan ait tout à fait renoncé à la méthode des reconstructions savantes ou des explications conjecturales : on n'a pas encore oublié la descente du Saint-Esprit assimilée à un vent coulis, et la vision de saint Paul sur le chemin de Damas expliquée « par un coup de soleil ou une ophtalmie ». Mais le contraste du monde oriental et du monde romain a inspiré à M. Renan des pages admirables de netteté et de vie. Voilà de l'histoire, et c'est peut-être ce mérite qui a valu à ces deux beaux livres l'inconvénient de réussir beaucoup moins que le roman de la *Vie de Jésus*.

C'est surtout dans l'introduction du livre des *Apôtres* que se marque cette indifférence plus ou moins réelle pour le public, cette prétention au monologue scientifique, absolument étranger à toute idée d'influence, que nous avons déjà signalée. « La pensée d'ébranler la foi de personne, dit l'auteur, est à mille lieues de moi. » Et il s'attendrit un peu en passant sur les bonnes gens qui lui ont écrit après l'avoir lu, sur les lettres « dictées par un sentiment honnête » ou on lui demandait ce qu'il avait voulu faire. Selon lui, les œuvres du genre de la sienne « doivent être exécutées avec une suprême indifférence, comme si l'on écrivait pour une planète déserte ». C'est possible ; mais si on les publie, quand même on les destinerait seulement à une planète déserte, il est aisé de prévoir que quelques exemplaires seront détournés de leur destination : qu'on les lise, sans doute, dans quelque planète habitée ; enfin que fût-on, en effet, à mille lieues de prétendre avoir quelque action sur les idées de personne, c'est pourtant un danger auquel on s'expose du moment que l'on imprime, et il est à croire qu'on y est d'avance tout résigné. Il y a là une distinction un peu subtile ; sans doute, il ne faut pas confondre deux choses différentes : la recherche de la vérité, qui ne doit se proposer, en effet, que la vérité même, sans égard pour les conséquences et les applications possibles : — la publication de la vérité ou de ce que l'on croit tel, qui a des effets inmanquables si elle est soutenue par le talent. Le public ne croit guère aux monologues ; même au théâtre, il sait très-bien que c'est une convention. Ailleurs, quand on parle tout haut, c'est sans doute qu'on veut être entendu. Qu'un poète, à la rigueur, s'avise de se comparer au rossignol, chantant pour lui seul dans la solitude et dans la nuit, se laissant même quand il s'aperçoit qu'on l'écoute : l'assimilation est flatteuse pour les poètes, acceptable même en poésie, où l'on ne se pique pas toujours d'une sincérité rigoureuse, mais médiocrement juste, car on ne voit pas que les poètes se laissent d'ordinaire quand on les écoute : ils y trouvent, en général, un motif de plus pour recommencer. Cette fiction n'est plus de mise dans la science. Celle-ci, quelque indifférente qu'elle se croie à toute idée de conquérir des adhésions, ne peut se faire pourtant d'illusion à cet égard : dès qu'elle ne se fait

point, elle agit, et la propagande, pour être involontaire, n'en est pas moins réelle. Fût-elle dépourvue de toutes les séductions que peut lui apporter le talent de l'écrivain, ou résolue à se les interdire (on n'a guère d'exemples de ce genre d'abnégation ou d'indifférence), elle s'arrange toujours pour se faire accepter, tout au moins pour se faire comprendre, et cette précaution seule suffit pour compromettre la fiction du monologue scientifique.

M. Renan a-t-il toujours été bien compris ? Non, sans doute, car il se plaint doucement des malentendus dont sa pensée a été parfois l'objet, mais il s'y résigne. C'est à ce propos qu'il dit : « Le discernement des nuances sera toujours le fait d'un petit nombre ; mais ce petit nombre, quand il s'agit des œuvres de l'esprit, est le seul dont le suffrage doive être recherché » (1). Je n'examine pas si le devoir de la science ne serait pas de ne rien négliger pour se rendre accessible au plus grand nombre possible, et s'il n'en est pas d'elle comme de toute grandeur : « On n'élève les fontaines publiques que pour les faire répandre. » Je n'examine pas non plus si, parmi les œuvres de l'esprit que nous a léguées le passé, il n'y en a pas qui sont fort accessibles à d'autres qu'à ce petit nombre d'élus. Quant à M. Renan, qu'il en soit affligé ou non, il a eu beaucoup de lecteurs : mais il est très-vrai que quelques-uns d'entre eux n'ont pas toujours réussi à le comprendre. Pour les désigner, ceux-là, l'auteur, toujours poli, a tout un répertoire d'expressions douces, plus agréables peut-être pour ces infortunés que le mot cru : « Les intelligences spontanées, les personnes peu familières avec les choses intellectuelles, etc. » Essayons, sinon de justifier, au moins d'expliquer par quelque exemple l'intelligence de ces « intelligences spontanées ».

M. Renan a beaucoup écrit sur les matières philosophiques et religieuses : nul n'est tenu assurément de faire sa profession de foi ou de scepticisme. Mais il semble à peu près impossible que l'on ait pu réussir à publier tant de volumes sur ce sujet sans laisser clairement apercevoir ce qu'on croit ou ce qu'on ne croit pas. Il était réservé à M. Renan de donner un exemple du phénomène contraire. On peut s'en assurer en choisissant quelque idée à la portée même des intelligences spontanées.

« Pour moi, dit-il quelque part, je tiens les vérités de la religion naturelle pour aussi certaines à leur manière que celles du monde réel (2). » Le mot *réel* est peut-être un peu équivoque ; mais, à cela près, la déclaration semble nette. Prenons un détail pour nous en assurer : l'âme et sa destinée.

« L'âme est immortelle, car échappant aux conditions serviles de la matière, elle atteint l'infini, elle sort de l'espace et du temps, elle entre dans le domaine de l'idée pure, dans le monde de la vérité, de la bonté, de la beauté, où il n'y a plus ni limites, ni fin... Elle crée des récompenses infinies, puisqu'elle décerne la volupté suprême de bien faire ; elle crée des châtimens infinis, puisqu'à son tribunal, le seul qui compte, la bassesse et le mal ne rencontrent que le mépris (3). » Il est inutile d'insister sur cette définition singulière de l'immortalité de l'âme ; chacun sent que ce n'est

(1) *Essais d'histoire religieuse*, préface, p. xxv.

(2) *Réforme intellectuelle*, p. 338.

(3) *Essais de morale*, p. 63.

point la signification que tout le monde donne à ce mot : cette définition de l'immortalité de l'âme en serait-elle la négation ?

Pas du tout : car deux pages plus loin, au milieu d'une tirade contre le matérialisme, vous trouvez ceci : « La matière est la condition nécessaire de la production de la pensée ; mais la pensée triomphe à son tour de la matière, la dompte, la méprise et lui survit. » Comprenez qui pourra, comment, la matière étant la condition nécessaire de la production de la pensée, cette pensée peut néanmoins lui survivre : enfin elle lui survit. Comment ? Évidemment ce n'est pas seulement dans ses œuvres, car jamais matérialiste n'a prétendu que la pensée de Broussais n'ait pu lui survivre dans ses livres ou dans le cerveau de ceux qui l'ont recueillie. Et si vous rapprochez cette affirmation de la dédicace de la *Vie de Jésus* : « A l'âme de ma sœur ! » : « Te souviens-tu, du sein de Dieu où tu reposes, de ces longues journées de Ghazir, où, seul avec toi, etc. », nous voilà en pleine orthodoxie. Eh bien ? quand on reconnaît que tout cela a été écrit sérieusement, et l'on n'en saurait douter, dès que le souvenir d'une affection sacrée s'y mêle, on est assez disposé à reconnaître que l'intelligence du lecteur, — « spontanée » ou non, — peut éprouver quelque peine à s'en reconnaître au milieu de toutes ces explications difficiles à concilier, et trouver que, s'il ne comprend pas, il n'y a pas tout à fait de sa faute.

Peut-être est-ce que M. Renan dédaigne trop souvent de se servir du vocabulaire commun : grâce à cette méthode, les idées les plus claires deviennent chez lui touchées ou contestables ; on dirait parfois qu'il recherche l'impropriété des termes pour elle-même, et comme le plus bel ornement des pensées simples. Exemple : « L'homme qui prend la vie au sérieux et emploie son activité à la poursuite d'une fin généreuse, voilà l'homme religieux ; l'homme frivole, superficiel, sans haute moralité, voilà l'impie. » S'il avait dit simplement que l'un vaut mieux que l'autre, sa pensée n'aurait qu'un défaut, ce serait d'être trop évidente : elle échappe à cet inconvénient, grâce à cet emploi nouveau du vocabulaire. En effet, l'homme qui cherche à soulager les maux physiques de ses semblables poursuit une fin généreuse ; est-il par cela seul un homme religieux ? Non, dit la langue commune. Mais le mot *religieux* a pour effet de relever ce que cette pensée aurait de trop vulgaire.

En histoire, M. Renan traite quelquefois les faits comme ailleurs le dictionnaire : il les transforme, ou les supprime à son gré. On cite ce mot d'un doctrinaire : Rien n'est bête comme un fait. M. Renan semble partager ce sentiment, assez périlleux en histoire, où il s'agit avant tout de constater et de respecter les faits, tout en les jugeant. S'agit-il de la Révolution française ? C'est une *entreprise manquée*. Soit : n'insistons pas. Supposons le fait évident : comment l'expliquer ? C'est d'abord que les constituants, puis les juriconsultes qui ont préparé et terminé les codes, les savants qui ont organisé l'enseignement supérieur et l'ont couronné par l'Institut dont ils ont été la gloire sérieuse, manquaient de ce qui constitue la haute culture : « La médiocrité intellectuelle et le peu d'instruction de ceux qui firent la Révolution » (1) excite au plus haut point la commisération de M. Renan. Sans discuter davantage ce jugement un peu sé-

vère, ne pourrait-on pas au moins se demander si les révolutions des mieux réussies, même dans l'ordre intellectuel, la révolution chrétienne par exemple, comptent parmi leurs promoteurs beaucoup de gens capables de figurer à l'Académie des inscriptions et belles-lettres ?

Voulez-vous savoir quelques-uns des griefs de M. Renan contre la Révolution ? Il lui reproche d'abord « son dédain des droits personnels, sa façon de ne tenir compte que de l'individu » (1). Je croyais qu'au contraire on lui avait assez généralement reproché de sacrifier trop souvent l'individu à l'État : mais en tout cas, comment a-t-elle pu combiner « ce dédain des droits personnels », avec cette préoccupation exclusive de l'individu ? C'est ce que M. Renan néglige de nous expliquer.

Comme depuis quelque temps il découvre toujours de nouveaux torts à la Révolution, il vient assez récemment de nous en révéler un tout nouveau, et de sa part, cet aperçu ne laisse pas que de surprendre : c'est que la Révolution, en abolissant la distinction de la noblesse et de la roture, a supprimé du même coup l'esprit militaire ; de là nos derniers désastres, qui ont « prouvé, selon lui, jusqu'à l'évidence que nous n'avions plus nos anciennes facultés militaires » ; il faut citer :

« Le travail séculaire de la France a consisté à expulser de son sein tous les éléments déposés par l'invasion germanique jusqu'à la Révolution, qui a été la dernière convulsion de cet effort. L'esprit militaire de la France venait de ce qu'elle avait de germanique ; en chassant violemment les éléments germaniques et en les remplaçant par une conception philosophique et égalitaire de la Société, la France a rejeté du même coup tout ce qu'il y avait d'esprit militaire... L'école de Saint-Cyr n'a guère eu que le rebut de la jeunesse, jusqu'à ce que l'ancienne noblesse et le parti catholique aient commencé à la peupler, changements dont les conséquences n'ont pas encore eu le temps de se développer. Cette nation a été autrefois brillante et guerrière ; mais elle l'a été par sélection, si j'ose le dire. Elle entretenait et produisait une noblesse admirable, pleine de bravoure et d'éclat. Cette noblesse une fois tombée, il est resté un fond indistinct de médiocrité, sans originalité ni hardiesse, ne comprenant ni le privilège de l'esprit ni celui de l'épée. Une nation ainsi faite peut arriver au comble de la prospérité matérielle ; elle n'a plus de rôle dans le monde, plus d'action à l'étranger (2). »

L'arrêt est un peu dur. On pourrait pourtant se demander d'abord si l'élément germanique a été aussi prépondérant même dans la France du moyen âge qu'on se plaît à le supposer : c'est ce qu'a contesté dernièrement M. Fustel de Coulanges, dans un article très-remarquable de la *Revue des deux mondes* : en tout cas la langue française a gardé bien peu de traces de cette prépondérance, et ce qu'elle constate, au contraire, c'est la prédominance persistante d'une influence antérieure, de l'influence romaine. En outre, si la Révolution, en supprimant la noblesse, a tué du même coup l'esprit militaire, il faut avouer que l'agonie a été longue, et jusqu'en 1870, — surtout pendant les vingt-cinq années qui ont suivi la nuit du 4 août 1789. — on ne voit pas que la roture se soit trop mal comportée sur les champs de bataille. N'importe ;

(1) *Essais de morale*, p. 47.

(1) *Essais de morale*, préface, p. 3.

(2) *Réforme intellectuelle et morale*, 1871, p. 23.

la conclusion n'est pas consolante ; car malgré la lueur d'espérance que M. Renan fait briller encore à nos regards en rappelant les succès de la *rue des Postes* aux examens de Saint-Cyr, et les conséquences possibles de ce fait, il semble peu probable que l'élément germanique reprenne parmi nous son ancienne supériorité.

Cependant la chose ne serait pas impossible, à en croire M. Renan ; mais c'est encore beaucoup plus une menace qu'une consolation. Il est probable, selon lui, que « le socialisme et la démocratie égalitaire, qui chez nous autres Celles ne trouveraient pas facilement leur limite, arriveront à être domptés », mais par qui ? par les Allemands. Sans songer même à se demander si le socialisme, au sens où il paraît l'entendre, n'a pas aussi quelques racines en Allemagne même, il ajoute : « On entrevoit le jour où tous les pays de socialisme seront gouvernés par des Allemands. L'invasion du IV<sup>e</sup> et du V<sup>e</sup> siècle se fit par des raisons analogues, les pays romains étant devenus incapables de produire de bons gendarmes, de bons mainteneurs de propriété (1). » On avait cru jusqu'ici que c'était plutôt le manque d'une armée nationale que celui de bons gendarmes, qui avait amené les invasions des barbares et facilité leur succès ; et peut-être beaucoup d'autres causes encore y avaient-elles contribué, plus que l'imperfection de la gendarmerie romaine : nous devons reconnaître la nouveauté de ce point de vue.

Néanmoins, M. Renan ne désespère pas tout à fait, autant qu'on pourrait le croire, de notre avenir, au moins de notre avenir intellectuel et moral, à « nous autres, Celles », et voici le programme qu'il trace pour nous relever : « Former par les universités une tête de société rationaliste, régnant par la science, fière de cette science, et peu disposée à laisser périr son privilège au profit d'une foule ignorante ; mettre (qu'on me permette cette forme paradoxale d'exprimer ma pensée) le pédantisme en honneur ; combattre ainsi l'influence trop grande des femmes, des gens du monde, des Revues... (2) ; compléter ce faite solide de l'édifice social par une cour et une capitale brillantes, d'où l'éclat d'un esprit aristocratique n'exclue pas la solidité et la forte culture de la raison ; en même temps élever le peuple, raviver ses facultés un peu affaiblies, lui inspirer, avec l'aide d'un bon clergé dévoué à la patrie, l'acceptation d'une société supérieure, le respect de la science et de la vertu, l'esprit de sacrifice et de dévouement ; voilà ce qui serait l'idéal... (3). »

Ce programme serait-il en effet l'idéal ? En tout cas, il est bien loin d'être réalisé. Cette organisation chinoise, ce privilège de la science, réservé à une caste de mandarins, « peu disposée à le laisser périr au profit d'une foule ignorante », ne serait peut-être pas le meilleur moyen d'élever le peuple, ce qui ne se peut faire, M. Renan le reconnaît, qu'en l'éclairant ; or, comment l'éclairer, si la science reste un privilège gardé avec un soin si jaloux par la tête de la société ? Eût-on même couronné l'édifice par la création d'une cour brillante, douée d'une raison solide et fortement cultivée, création dont nous n'apercevons pas bien les éléments ; — y eût-on joint la collaboration d'un clergé patriote ; — il serait peut-être

encore difficile d'obtenir pour cette société supérieure ce respect que l'on doit, en effet, « à la science et à la vertu », mais que la société-supérieure, les classes dirigeantes, comme disait M. le duc d'Audiffret-Pasquier, ont obtenu jadis par des moyens moins compliqués. Il règne malheureusement, à cet égard, parmi les classes dirigées, une prévention défavorable, entretenue par la lecture des écrivains du grand siècle, moralistes ou historiens, qui ont vu jadis de près cette société supérieure ; et il est à craindre que ce préjugé ne soit difficile à déraciner. Il est vrai que la forte tête scientifique, qui doit couronner cette cour brillante, lui communiquera peut-être cette solidité de raison qui lui manquait jadis, et lui assurera un légitime respect ; mais cette tête elle-même est à créer. Sur un seul point, l'idéal de M. Renan semble assez près d'être réalisé : « Mettons, dit-il, le pédantisme en honneur. » Rassurons-nous, il y est déjà. Henri Heine dit, à propos d'un savant allemand installé en France (4) : « Son érudition était très-équivoque ; mais il était très-ennuyeux, ce qui éblouit toujours les Français. » Toujours est de trop ; mais nous y arrivons. Molière, ce grand ennemi du pédantisme, voit son triomphe un peu compromis : Marphurien et le docteur Panerace ont vu luire pour eux des jours meilleurs. Cette réhabilitation semble assez concevable dans un ordre d'études où la science véritable peut se confondre trop aisément avec le pédantisme, et l'on n'est point trop étonné de voir que la philologie, par exemple, s'exagérant un peu ses mérites et sa très-réelle utilité, nous révèle que « tous nos malheurs, tous nos revers funestes, les bévues des politiques, les manquements des grands capitaines », tout cela n'est venu, non pas, comme au temps de Molière, que « faute de savoir danser », mais de ce que la théorie des préfixes et des suffixes avait été trop négligée. Mais dans des sujets plus humbles, plus accessibles à tout le monde, le pédantisme a retrouvé tous ses honneurs ; il a pénétré jusque dans le roman, il y déploie les connaissances du spécialiste, celle de toutes les sciences et, au besoin, même de tous les métiers ; et nous avons vu réussir une histoire d'amour, qui, par son érudition spéciale dans l'Art du tapisserie, remplaçait avec avantage les manuels Roret. La politique courante parle latin comme Sganarelle : par exemple, elle cherche en ce moment un *modus vivendi*, qui pourrait se trouver tout aussi aisément en employant le vocabulaire de tout le monde. Si le pédantisme n'est pas content de ce retour de faveur, il faut qu'il soit bien difficile à satisfaire. Nous sommes loin de nous féliciter de cette réhabilitation ; nous croyons qu'en fait de philosophie et d'histoire, tout peut se dire dans le langage de tous, et que la science n'a rien à gagner à se rendre inaccessible au plus grand nombre. Le charlatanisme seul peut profiter de cette manie, passagère sans doute, il faut l'espérer : car le pédantisme est à la science vraie ce que l'hypocrisie est à la vertu. Sans attacher trop d'importance à une de ces exagérations paradoxales, qu'on a trop prodiguées de nos jours, et qui, forçant une idée juste, suffiraient pour la fausser, nous croyons cependant que quand on prétend assurer à la science le respect de tous, il est au moins inutile de la compromettre en affectant de la confondre avec son mortel ennemi.

(1) *Réforme intellectuelle*, 1871, p. 28.

(2) Il semble que M. Renan, qui a beaucoup écrit dans les *Revue*, est bien pour quelque chose dans cette influence.

(3) *Réforme intellectuelle*, p. 106.

(4) Je crois comprendre que Henri Heine désignait ici le baron d'Ekstein.

M. Renan, dont l'érudition et le talent sont également incontestables, est moins intéressé que personne à entretenir cette confusion : quand on a dit si souvent comme lui d'excellentes choses, on pourrait se dispenser de favoriser une mode utile seulement à ceux qui n'ont rien à dire.

EUGÈNE DESPOIS.

— La suite très-prochainement. —

## SI J'ÉTAIS DICTATEUR

FANTAISIE HUMORISTIQUE

Sous le titre qu'on vient de lire, le dernier numéro du *Saint-Paul's Magazine* a publié une satire politique qui touche à toutes les grosses questions agitées en ce moment de l'autre côté du détroit. L'esprit en est anglais, c'est-à-dire aux antipodes du nôtre, mais la *Revue* se fait un devoir de mettre ses lecteurs de plus en plus au courant des choses de l'étranger, et des publications qui excitent à quelque degré la curiosité de nos voisins. Aussi avons-nous pensé qu'il convenait de ne point nous laisser effaroucher par certaines étrangetés et certaines lourdeurs, et de publier ce morceau.

J'étais assis, après souper, dans mon petit salon si confortable, et je n'en étais encore qu'à ma seconde pipe et à mon second verre de grog, lorsque tout à coup j'entendis frapper avec force à la porte de la maison, et je vis Charlotte, notre bonne à tout faire, se précipiter, toute décontenancée, dans la chambre.

— Il y a là un tas de messieurs qui vous demandent, dit-elle ; que dois-je faire ? Je suis sûre que le salon n'en tiendra pas le quart.

— C'est bon, Charlotte ; fais-en entrer le quart, répondis-je, fort surpris de cette irruption inattendue. Un tas de messieurs ! que diable peuvent-ils bien me vouloir, Deb (1) ?

— Quelque souscription, répliqua ma femme. Ils n'en finissent pas avec leurs souscriptions ?

— Je croirais plutôt que c'est quelque navire en détresse, et qu'ils viennent me demander un bon conseil.

— Si c'est cela, je ne vous permets pas de sortir par une nuit pareille ! Vous m'entendez ? poursuit Déborah.

Cependant la servante avait ouvert la porte et une foule de gentlemen remplirent le salon. L'antichambre était également bondée et le flot débordait jusque sur la rue.

— M. le capitaine Tapafort, n'est-ce pas ? dit l'un des premiers, qui paraissait être l'orateur de la bande.

Quel ne fut pas mon étonnement, lorsque je regardai ce personnage de plus près, de reconnaître la contenance royale et le port impérieux du premier Anglais de nos jours, du premier ministre lui-même !

— Monsieur Gladstone, sans doute ? répondis-je. Veuillez prendre un siège.

— J'ai l'habitude de parler debout, monsieur, vous m'excuserez ; d'ailleurs nous sommes très-pressés, répondit M. Gladstone. Nous sommes venus de Londres par un train spécial pour vous voir, mais permettez-moi d'abord de vous présenter mes amis lord Derby et lord Westbury, ainsi que ce gentleman — M. Brouillon, Brouillard, — en vérité, j'oublie son nom.

— Citoyen Gladstone, c'est Criard que je m'appelle, reprit l'individu râpé auquel on venait de faire allusion, et permettez-moi d'ajouter que les chefs du peuple ne devaient pas oublier le nom les uns des autres. Je n'oublie pas le vôtre. — Citoyen Tapafort, nous sommes heureux et fiers de faire votre connaissance.

Je m'inclinai en réponse à tous ces compliments, puis je demandai à M. Gladstone à quoi je devais l'honneur de sa visite.

— Votre question, monsieur, répliqua le premier ministre, est assurément fort naturelle et tout à fait convenable. Je puis même dire que je m'y attendais. J'accorde aussi qu'au premier abord la question paraît être d'une extrême simplicité. Cependant, comme pour maintes autres questions qui m'ont été adressées au Parlement, je ne saurais répondre sans être fatalement entraîné dans les brouillards de la logique et les nuages de la métaphysique transcendante. C'est une question qui — soit que nous considérions les termes mêmes dans lesquelles elle a été posée, soit que nous considérions la curiosité extrêmement naturelle qui y a donné naissance, soit que nous considérions enfin le fait de notre présence ici, à cette heure avancée, ou, ce qui est plus encore, les conséquences lointaines et délicates qui dépendent de ce fait, ou enfin la réponse que je réussirai peut-être à donner — je dis peut-être, car je n'ose promettre une réponse décisive et certaine, — mais que je pourrais peut-être donner à l'honorable... — pardon, vous donner, — c'est là une question, dis-je, qui rendra mes explications plus obscures même qu'elles ne le sont d'habitude. Maintenant, afin d'observer en ces matières un ordre...

— Je vous en prie, Monsieur Gladstone, ne vous donnez pas tant de mal, à moins que ce ne soit absolument nécessaire, interrompis-je. Tout ce que je prétends, c'est de savoir ce que je puis pour votre service.

— Monsieur, cela ne me donne pas de mal. C'est un plaisir pour moi de vous exposer en détail et par le menu... Mais passons aux divisions de votre première question avant que j'aborde l'analyse de la seconde, et je puis dire que je serai aussi bref qu'il m'est donné de l'être. L'honneur donc — c'est le terme dont vous vous êtes servi — quoique d'ordinaire la définition de l'honneur soit embarrassante au plus haut chef, telle personne se plaçant au point de vue subjectif pour définir l'honneur sans qu'on puisse dire que ce soit à tort...

— Il lui faudra une heure pour exposer son affaire, s'écria M. Criard en poussant en avant son petit corps fluet et en prenant une attitude oratoire distinguée. Frère Gladstone, permettez-moi, permettez à un homme du peuple de parler à l'Élu du peuple. Citoyen Tapafort, vous demandez la cause de cette grande manifestation. Monsieur, la cause de cette manifestation ce sont vos propres exploits, vos grands, vos glorieux, vos renversants exploits, dont le peuple d'Angleterre a reçu la nouvelle. Nous avons appris, monsieur, et avec joie, quelle audace, quelle énergie, quelle ardeur, vous avez déployée dans toutes les parties du monde habitable, et nous

(1) Diminutif familier de Déborah.

avons dit : « Voilà un homme ! » que dis-je ? nous avons dit : « Voilà notre homme » (*Applaudissements*). Citoyen, le peuple souverain est fatigué de cette aristocratie gonflée d'orgueil, de cet esclavage qui pèse sur lui. Monsieur, l'Angleterre fixe ses regards sur vous, elle dit : « Tapefort, Tapefort ! et toujours Tapefort ! Ne répondez-vous pas à son appel ? (Ces dernières paroles furent prononcées d'un ton pathétique, et la maison trembla sous un tonnerre d'applaudissements).

En dépit de l'éloquence de M. Criard et des éclaircissements fournis par M. Gladstone, je n'étais pas plus avancé que d'abord au sujet de leur visite. Lord Derly vit ma perplexité et dit : « En un mot, capitaine Tapefort, Londres est en émoi, il y a eu une révolution qui, grâce à la modération de M. Gladstone, s'est terminée sans effusion de sang. M. Criard et ses amis étaient à la tête du mouvement et, par un compromis amiable, vous avez été nommé dictateur absolu pour six mois. Nous sommes venus ici tout exprès pour vous demander d'accepter ces fonctions. M. Gladstone représente la reine et la Chambre basse, lord Westbury et moi nous représentons la Chambre haute, et M. Criard — je dis bien — M. Criard se représente lui-même et sa folie, j'imagine.

— Citoyen Derly, M. Criard représente les millions d'Anglais que vous foulez aux pieds, dit cet individu aigri.

— Dictateur ? fis-je tout rêveur. Fort bien, messieurs, mais c'est un peu brusque. Et Sa Majesté — j'ai été toute ma vie dévoué à la reine et à la Constitution. — Sa Majesté, que dit-elle ?

J'appris de M. Gladstone que la reine acceptait, de tout cœur, ma dictature ; j'appris de lord Westbury que la Chambre haute, dans ce qu'on est convenu d'appeler sa sagesse, n'y voyait point d'objection, et l'accord étant à ce point général et profond : « Messieurs, dis-je, je vous remercie, et bien que je sache que ma mission sera fort difficile, cependant, dans l'intérêt public, je me crois obligé de ne pas m'y dérober. Bon courage ! le navire de l'Etat est encore capable de tenir la mer ; j'ai déjà fait rentrer au port plus d'un vaisseau malade. Messieurs j'accepte !

Hurrah ! il accepte, hurrah ! tel fut le cri unanime qui retentit dans la chambre, se propagea au dehors, et ne cessa de retentir toute la nuit, à travers les rues. La grande nouvelle fut aussitôt télégraphiée à Londres et dans tout le royaume, et l'Angleterre respira.

Le lendemain matin j'étais encore au lit quand je reçus une visite de M. Criard, qui insista pour entrer. Il avait été convenu que nous partirions pour Londres tous ensemble, à six heures.

— Citoyen Tapefort, pardonnez-moi mon invasion, dit-il, quand il s'aperçut que sa présence m'étonnait. Quand un homme vient de donner à son ami l'empire britannique tout entier, il peut bien prendre quelque liberté à son égard. Je désirais vous dire que notre comité attend de vous que vous serviez un gouvernement populaire, le gouvernement du peuple par le peuple, pour le peuple ; sinon, nous vous déposons.

— Votre comité ? fis-je. Rappelez-vous bien que tout ceci est nouveau pour moi.

— Oui, citoyen, le comité des Cinq, qui représente l'Association internationale de l'univers, et qui est l'auteur de cette glorieuse révolution. Nous vous avons élevé au pouvoir pour que vous réalisiez notre programme.

— J'avais pensé que ma dictature serait absolue, mais, à ce que je vois, le gaillard d'arrière reçoit ses instructions du

gaillard d'avant, hein ? — Mais voyons, quel est votre programme ?

— Monsieur, c'est un honneur pour moi de vous l'exposer. Nous comptons, monsieur, si par malheur vous êtes encore sous le joug de vieux préjugés, que vous le secouerez bientôt et que vous ne tarderez point à vous élever à notre niveau. Nous comptons que vous rendrez tous les hommes égaux, et surtout les travailleurs. Nous comptons que vous écraserez de votre pied solide la race venimeuse des prêtres, des propriétaires fonciers et des capitalistes, que vous supprimerez ces armées permanentes qui absorbent la fortune et sucent le sang du pauvre, que vous abolirez la pauvreté, le crime, la misère, que vous les ferez disparaître de la surface de la terre.

— Ça fait bien des choses, tout cela, Monsieur Criard : est-ce tout ?

— Pardon. C'est là notre programme public, officiel. Mais nous sommes tous deux gens du monde, capitaine, et je n'ai pas besoin de vous dire que le comité attend de vous maints services d'un ordre privé. Il compte que vous vous emploierez en sa faveur le mieux que vous pourrez.

— Certainement, je ferai de mon mieux pour toute la nation, répondis-je.

— C'est de nous que je parle. Vous souviendrez-vous de nous ?

— Eh ! si vous représentez l'Internationale, il n'y a pas de danger que vous vous laissiez oublier.

Une heure plus tard nous étions en route pour Londres, tout avait été préparé pour me faire une réception magnifique. Jamais la capitale n'avait éclaté en une allégresse pareille. L'histoire de l'avenir vous dira les bannières, la foule qui se pressait dans les rues, aux fenêtres, sur les toits, — la musique, les coups de canon qui saluèrent son excellence Richard Tapefort, le dictateur, à son entrée dans la capitale de la Grande-Bretagne.

Lorsque nous arrivâmes à la station de Ludgate-Hill, la foule enthousiaste détela mes chevaux et traîna ma voiture jusqu'à mon hôtel où je reçus de nombreuses Adresses du lord maire et des autres autorités. Je prononçai en réponse le discours suivant : — comme c'était mon premier discours public, je crois devoir le reproduire en entier.

« Milord et messieurs, je suis on ne peut plus sensible et à mon élévation, quelque peu inattendue, au pouvoir suprême, et à la bienvenue enthousiaste que vous m'avez souhaitée. Je ferai tous mes efforts pour justifier votre bienveillance, et afin de vous témoigner dès aujourd'hui ma reconnaissance je vais remplir la tâche dangereuse et ingrate d'un ami dévoué et vous dire vos défauts.

« Depuis de longues années votre seule ambition c'est la richesse. De bas appétits et une prospérité énorme ont produit leurs conséquences nécessaires. Vos classes supérieures sont égoïstes et plongées dans les excès du luxe, elles appellent l'héroïsme une « singularité » et traitent toute noble émotion de « mauvais goût ». Vos classes moyennes sont serviles, hypocrites, malhonnêtes, vos classes inférieures aiment à jouir sans travail, et elles ne connaissent d'autre plaisir que celui de la brasserie.

Ce qu'il y a de meilleur dans votre affaire, c'est que, voués comme vous l'êtes à toutes les petitesesses, vous vous extasiez sans cesse devant vous-mêmes, c'est que vous êtes ravis d'admiration devant vos œuvres. « Le merveilleux XIX<sup>e</sup> siècle » ! vous ne cessez de pousser cette exclamation, comme si les

chemins de fer étaient des âmes généreuses, comme si les télégraphes constituaient la vertu. Vos peintres prostituent leur talent et ne produisent que d'immorales stupidités, parce que vous ne comprenez pas autre chose, et quand l'un de vos hommes d'État vient vous dire qu'un premier Londres du *Times* vaut, à lui tout seul, l'œuvre entière de Thucydide, vous le croyez naïvement. — Croyez-moi, votre grandeur est hydropique et elle crèvera au premier coup de baïonnette.

Il s'agit de mettre notre bon navire hors panne, de le réparer, de le désinfecter, de l'alléger. Cela fait, je résignerai le commandement avec la conscience d'avoir fait mon devoir pour le mettre en état de prendre la mer. »

Je fus heureux de l'accueil qui fut fait à mes paroles, je ne m'étais pas attendu à pareil succès, mais je m'aperçus que chacun de mes auditeurs appliquait mes critiques à ses voisins. Là-dessus, escorté d'une foule énorme, j'arrivai à Buckingham-Palace qui m'avait été destiné comme résidence. Sa Majesté avait filé le matin sur Balmoral, en me souhaitant bien du plaisir.

M. Criard, dont les conseils me paraissaient, en général, fort sujets à caution, m'en avait toutefois donné un que j'appréciais fort. Il m'avait engagé à me préoccuper vivement de la question pécuniaire, et le lendemain matin me trouva à la banque d'Angleterre. J'y rencontrai M. Lowe, en manches de chemises, et occupé à compter, dans une grande salle, les trésors nationaux.

— Non, Monsieur Cardwell, cela ne sera pas, dis-je; cela ne sera pas, Monsieur Goschen. Des vaisseaux qui ne marchent pas, des armées qui, — ou, pour mieux dire, pas d'armées du tout, — le salut de l'Angleterre reposant, en cas d'invasion, sur une brigade de 50 000 hommes qui coûtent 150 millions de livres par an. Oh! Monsieur Cardwell...

— Cela a toujours été ainsi, Excellence, dit M. Cardwell.

— C'est possible. Mais cela ne sera pas ainsi pendant la dictature de Richard Tapefort. L'Angleterre sera assurée, absolument assurée de son salut. Et le meilleur moyen d'y arriver c'est, à mon sens, que l'État prenne entre ses mains une grande partie du sol. Il faut qu'il y réussisse de quelque manière.

— Et peut-être ne sera-ce pas aussi difficile que Votre Excellence le suppose, remarqua le duc de Cambridge. Chose curieuse, j'allais justement vous présenter aujourd'hui une députation de grands propriétaires qui désirent vous entretenir à ce sujet, je crois même qu'ils sont dans l'antichambre.

Le duc de Dundreary, le marquis de Saltemlow et quelques autres *landlords* furent annoncés. « Excellence, dit le marquis, voici un acte signé par quarante-cinq des cent cinquante grands propriétaires qui se partagent la moitié de notre île. Je viens, en leur nom, vous dire que les dangers pressants de l'empire et vos propres représentations ont excité dans toutes les classes et chez nous entre autres une merveilleuse émulation de vertu. Jusqu'ici, nous le reconnaissons, les grands propriétaires anglais ont été aveugles, ils n'ont pas vu les devoirs qui leur incombaient. Semblables aux dieux des épicuriens, nous trônions dans nos nuages, satisfaits de recevoir l'encens qui montait vers nous. Aujourd'hui un esprit plus généreux s'est emparé de nous. Nous reconnaissons la justesse de cette maxime : « Noblesse oblige. » Nous nous sommes dit que nos ancêtres, ces glorieux ancêtres dont

nous sommes si fiers, étaient prêts, au premier son de trompette, à tout sacrifier pour la patrie.

» Mais que pouvons-nous faire pour le pays! Faibles, hélas! de constitution, faibles aussi d'intelligence, nous ne nous sentions guère propres au service. Par bonheur quelques-uns d'entre nous se rappellèrent Agis et Cléomène et nous résolûmes de ne plus nous laisser surpasser en vertu par des barbares et des païens. Nous avons donc pris le parti de mettre nos domaines sans réserve, à la disposition de l'État. Vous en êtes le maître à partir de ce jour. Servez-vous-en pour le salut et la gloire de l'empire. Remplissez-les de paysans déterminés, indépendants, honnêtes, d'hommes qui, comme au temps d'Azincourt, vivent simples et heureux sur leurs terres et les défendent avec ardeur, comme on défend son bien. Et apprenez par cet acte de dévouement que la noblesse d'Angleterre n'est pas aussi dégénérée que le monde le suppose. »

Ce dévouement, — la marque de confiance la plus éclatante que j'ai reçue pendant mon passage au pouvoir, — m'émut jusqu'aux larmes. Oui, cher lecteur, Richard Tapefort pleura. Après quelques paroles de remerciements sincères, j'ajoutai : « Ne croyez point, messieurs, que l'Angleterre accepte ce sacrifice sans vous offrir de compensation. Au delà des mers, en Amérique, en Afrique, en Australie, elle a des prairies immenses à peine explorées, des forêts vierges, des empires entiers peuplés de bisons et de kangourous. Prenez-en ce qu'il vous plaira. Au lieu de vos arpents anglais, vous aurez des milles australiens, des comtés au lieu de vos paroisses. Servez-vous à votre guise de ces nouveaux domaines, etc. »

Ainsi se termina cette entrevue fort remarquable, qui me tira du plus cruel embarras. On avait mis à ma disposition de 20 à 30 millions d'acres, c'était plus qu'il n'en fallait. Je les divisai en 1 500 000 fermes de 10 à 20 acres, suivant la qualité du sol, et pour entrer en matière j'en donnai une bonne partie à de vieux soldats bien notés, qui comptaient vingt ans de service dans l'armée.

— Un télégramme du prince de Bismarck vient d'arriver par erreur à l'ex *Foreign-Office*, et j'accours en toute hâte avec la dépêche. Je crains qu'elle ne soit fort importante.

— Ah! lord Granville, si je ne me trompe. Très-heureux de vous voir, milord, vous arrivez juste à temps pour une tasse de café : le déjeuner d'abord, les affaires ensuite.

— J'ai vraiment peur que mon anxiété ne m'ait enlevé l'appétit, répliqua-t-il. En vérité la crise est fort sérieuse. Il est question à la Cité de complications très-graves avec l'Allemagne, et les fonds ont déjà baissé de 10 pour 100. C'est une vraie panique, je vous assure.

— Eh bien mais, c'est un bon moment pour acheter, j'imagine. Cependant, je ne puis gouverner l'Angleterre sans déjeuner. Oserai-je vous demander un verre de bière?

— Excusez mon anxiété, je crains que ce ne soit le système adopté par Votre Excellence à l'égard de nos traités avec l'étranger qui nous cause ce malheur.

J'ai oublié de vous dire que j'avais annoncé l'intention de rompre tous traités par lesquels nos ingénieux ancêtres nous ont obligés à soutenir tous les États pourris de l'Europe, et à garantir l'indépendance des petits États. Je trouvais qu'il était bien suffisant de payer les dettes de nos ancêtres sans être tenus de réaliser leurs idées vieillies. C'est l'utilité seule qui me semble devoir décider de la paix et de la guerre, et je n'avais nulle envie de me laisser guider en cette matière

par d'antiques conventions. Mais on s'était mépris sur mon opinion et mon vrai sentiment. Les Tories parlaient de dés-honneur national, etc., vous connaissez l'air et la chanson, et sur le continent on se glissait tout bas à l'oreille que l'Angleterre avait un nouvel accès pacifique.

— Maintenant, dis-je, que nous avons posé des principes, que nous avons assis notre politique sur une base solide, voulez-vous un cigare, milord? — Bien! maintenant voyons le télégramme. Eh! quelle concision! peu aimable en vérité! Le voici :

*« Le prince de Bismarck au dictateur de la Grande-Bretagne. »*

« La Germanie a besoin de plus de côtes — nous faut le Danemark. Avons donné ordre à nos armées de filer sur Copenhague en trois jours. Supposons que l'Angleterre n'a pas d'objection. »

— Seigneur! C'est très-alarquant, dit lord Granville en se démenant à travers la chambre, et si j'osais vous donner mon avis, l'avis d'un homme qui a beaucoup d'expérience en ces matières...

— Il n'est personne, milord, dont l'avis me soit plus précieux.

Et, prenant ma plume, je me disposai à écrire sous sa dictée.

— Eh bien! reprit mon hôte, je répondrais par une expression de surprise extrêmement polie. S'il répond, j'essayerais de lui offrir autre chose. S'il ne cède pas, je risquerai une remontrance fort humble, et, si cela ne réussit pas, je risquerai une fois encore une protestation très-courtoise. Amenez-le à jouer du télégraphe, il n'est rien de tel qu'une série de télégrammes. Forcez-le seulement à télégraphier et nous sommes sauvés.

— Parfait, milord, parfait, répondis-je. Secrétaire, expédiez deux télégrammes. Oui, mais enfin, si M. de Bismarck ne tient pas le moindre compte de nos protestations...

— Ah! alors... en vérité je ne sais ce que je ferais. Je crois que je recommencerais mon évolution, je jouerais d'abord de la surprise, et puis de tous les airs que je vous ai dits, seulement j'y mettrais plus de courtoisie que la première fois. Si, cette fois encore, je n'aboutis pas, eh bien! nous serons quittes pour céder, en y mettant autant de grâce que possible. C'est une ressource qui ne saurait nous échapper.

— C'est justement par où j'ai commencé. Vous pouvez lire ma réponse, si cela vous fait plaisir, dis-je en riant et en lui passant ma dépêche. J'espère qu'elle est à Berlin à l'heure qu'il est.

Lord Granville prit le papier et lut :

*« Le dictateur de la Grande-Bretagne au prince de Bismarck. »*

« L'Angleterre n'a pas la moindre objection. Ordre est donné à trente navires cuirassés de partir cette nuit pour éblouir votre passage. »

Mon interlocuteur grogna en signe de mécontentement.

— Votre Excellence, cher monsieur, dit-il, ne voit donc pas qu'on pourrait interpréter cette dépêche dans le sens de la guerre!

Je ris et répondis : — Je ne sais comment M. de Bismarck l'interprétera, mais je sais que je veux la guerre, s'il commet cette infamie. Croyez-moi, milord, la vie est trop courte pour

qu'on la gaspille en dépêches et en télégrammes. Il vaut mieux dire d'un coup et franchement ce qu'on veut, et en subir les conséquences, comme une grande nation doit le faire. — Mais voici la réponse du prince à ma dépêche, si je ne me trompe. On va vite en besogne par le temps qui court. — C'est bien à quoi je m'attendais, c'est tout à fait satisfaisant.

« Le prince de Bismarck présente ses profonds regrets à S. E. le Dictateur de la Grande-Bretagne. »

« Mon premier télégramme n'était qu'une méprise d'un employé maladroit. L'Allemagne n'a pas d'intentions hostiles à l'égard du Danemark, pour le moment — nous attendrons que M. Gladstone revienne au pouvoir. »

Ainsi commença et se termina la seule complication de politique extérieure que j'ai eue pendant ma dictature. Si j'en parle, c'est comme échantillon du système que je voudrais voir appliquer par l'Angleterre dans ses relations étrangères. Mais je puis dire que mon succès en cette affaire me valut une popularité considérable. Les grands journaux de Paris informèrent leurs lecteurs « qu'ils tenaient de bonne source qu'en Angleterre l'audacieux Palmerston, après une retraite fort longue, était rentré en scène en parfaite santé. »

Je demande pardon à M. Criard et à ses amis de l'Internationale de les avoir oubliés si longtemps. Ils m'étaient devenus tout à fait hostiles, à mesure que les semaines s'étaient écoulées sans leur apporter aucun avantage personnel. M. Criard m'avait maintes fois adressé quelques remontrances, il reconnaitra que je les ai toujours accueillies avec une politesse exquise et une humeur parfaite. En jour il entra chez moi pour m'annoncer « que le comité voyait que je ne faisais pas l'affaire », qu'il s'était décidé à faire une autre révolution et à me déposer le lendemain.

— Cher Monsieur, lui répondis-je, je serais désolé de vous être désagréable, mais je donnerai ordre à la troupe de réprimer cette manifestation.

— Ah! fit-il en riant. Et supposez-vous que les soldats, fils du peuple, ne marcheront pas avec le peuple, comme ils l'ont déjà fait?

Le lendemain la manifestation eut lieu en effet à Hyde-Park, avec accompagnement de tambours, de drapeaux, de discours incendiaires et de tous les accessoires usités en pareil cas. J'avais placé trois régiments de cavalerie en une position qui dominait le Parc, et mes trois régiments demeurèrent farouches, silencieux, imperturbables, en dépit des appels passionnés que leur adressa M. Criard.

— Allons, encore un appel, M. Criard, lui dis-je en riant. Ne vous gênez pas; des paroles autant qu'il vous plaira, mais, de grâce, pas d'actes.

Il faut croire que M. Criard se fatigua d'entendre sa voix résonner dans le vide. Il ne savait pas sans doute que j'avais promis aux soldats double solde pour six mois. Je finis par dire : — Eh bien maintenant, M. Criard, vous voyez qu'il n'y a rien à faire, vous perdez un jour de travail, vous feriez beaucoup mieux de retourner à vos ciseaux (M. Criard était tailleur). Vous seriez bien avancé si je donnais ordre de charger!

— Citoyen Tapafort, me dit-il d'un ton très-pathétique, vous abusez du pouvoir que nous vous avons donné.

— Mais si vous me l'avez donné, il ne vous appartient plus, répliquai-je.

— C'est la plus noire ingratitude.

— C'est possible, dis-je, mais c'est d'excellente politique.

Vous ferez vraiment mieux de vous en aller ; voilà les chevaux qui s'impatientent.

Et là-dessus ils trouvèrent, en effet, qu'il était plus prudent de remettre à plus tard leur révolution et se dispersèrent tranquillement.

Après avoir ainsi maté M. Criard, je sentis que mon pouvoir était fortement établi et que le moment était venu d'achever le gigantesque programme qui demeurera comme attaché à mon nom à travers l'histoire.

Par mes mesures précédentes j'avais déjà mis mon pays à même de revendiquer son ancienne place parmi les plus grandes nations de la terre. Mais mon ambition ne s'arrêtait pas là. Je rêvais pour ma patrie un degré de gloire et de puissance qu'elle n'avait jamais atteint auparavant, et auquel les Romains eux-mêmes ne s'étaient pas élevés.

Il était évident pour moi que l'Angleterre ne saurait arriver à cette hauteur par ses seules forces. Elle était vieille, trop peuplée, riche, plongée dans le luxe, incapable d'entreprises hardies. Il lui fallait du sang nouveau. Où le trouver ?

Il n'y avait qu'une nation au monde qui pût se prêter à nous ouvrir ses veines pour suppléer à nos besoins. C'est de son côté que je me tournai. Voici la dépêche que j'adressai aux États-Unis.

« Frères ! Il y a cent ans que vous vous êtes séparés de nous, aujourd'hui nous venons à vous. N'est-ce pas assez d'un demi-siècle de discorde entre frères ! Nous vous demandons de vous associer avec nous sur un pied d'égalité, et de ne former avec nous qu'un seul et même peuple.

« Séparés, nous ne comptons que parmi les grandes nations ; unis, nous serons le monde. Une puissante *confédération anglo-saxonne* de 100 000 000 hommes parlant anglais avec 300 000 000 de sujets, c'est-à-dire un tiers de la population terrestre, ce serait là le résultat immédiat de notre union. A une date qui ne saurait être éloignée, l'Amérique du Sud, avec la plus grande partie de l'Afrique et de l'Asie tombera facilement en nos mains. Les guerres seront impossibles, car une coalition entre tous les autres peuples serait ridiculement impuissante contre nous, soit sur terre, soit sur mer.

» Sans frais, sans danger, sans complication aucune, nous pouvons réaliser l'empire universel. Façonner l'univers entier à notre image, que peut-on rêver de plus beau ? »

Lorsqu'on apprit à l'étranger que la Confédération anglo-saxonne était un fait accompli et qu'il y avait maintenant, de par le monde, une puissance si considérable, une consécration indescriptible s'empara des nations agressives du continent. L'Allemagne proposa publiquement de former contre nous une ligue de toutes les autres puissances ; mais en dessous et officieusement elle nous priait de la recevoir dans la Confédération. D'autre part, l'Italie, le Danemark et les autres petits États étaient dans la jubilation, car ils se voyaient désormais à l'abri du danger, étant placés sous l'égide de la grande race qui aime la liberté.

En Angleterre l'allégresse fut égale, excepté chez quelques conservateurs. Londres illumina pendant quinze jours de suite, ce ne furent qu'hymnes et *Te Deum*, que grands ballons, que tonnerres de canons et processions de bannières. Quant à moi, je reçus des douzaines de députations du matin au soir, députations de la métropole, députations des comtés, députations de toutes les colonies et dépendances ; bref, la simple perspective d'une députation finit par me rendre malade. Quand je sortais, des masses de gens couraient après ma voiture et

poussaient des vivats ; si j'étais à pied, je voyais à toutes les devantures ma photographie cinquante fois exposée. Le moindre architecte qui venait d'entasser plâtre sur stuc croyait me faire honneur en désignant son œuvre du nom de « Terrasse Tapafort », et des marchandises dont le marchand n'avait pu se débarrasser jusque-là ne suffirent plus, grâce à mon nom, à la demande. Ce que c'est pourtant que la popularité !

La meilleure preuve, peut-être, de ma puissance d'alors c'est qu'un jour je fus abordé par le pauvre M. Criard, qui me demanda humblement un *souverain*. « Mais je pensais, M. Criard, que vous n'en vouliez plus. » Toutefois il avait si pileuse mine que je ne continuai pas ma plaisanterie, et lui remis un billet de cinq livres.

Et les diners qui furent donnés en mon honneur, Dieu ! quels diners ! Je ne puis citer ici que celui auquel la corporation de Londres m'invita à Westminster-Hall, et qui, par l'éclat des convives, la splendeur du repas et l'éloquence des toasts, surpasse, de l'avis de tous, tout ce qui avait été fait en ce genre. Pour ma part, je sentis mon astre toucher à son zénith lorsque le prince de Galles porta ma santé, et que l'alderman Fitz-Noodle, l'éminent négociant de la Cité, se leva et proposa d'ajouter à mon nom le titre de *grand*, qui me resterait à travers l'histoire. La société tout entière se dressa comme électrisée, et pendant dix minutes au moins toutes les bouches hurlèrent mon nouveau titre.

C'est à ce moment, je le répète, que la fortune de Richard Tapafort atteignit son apogée.

— Marie, quelle heure est-il ? dis-je à la servante.

— Il est sept heures ; je voudrais bien faire la chambre, si cela ne dérange pas Votre Excellence.

— Fort bien ! Ah ! c'est une rude besogne, Marie, que de gouverner une grande nation ; il faut sacrifier son sommeil, dormir tout habillé, attraper des maux de tête.

— Sans doute, monsieur ; mais si je parlais à toute autre personne qu'à Votre Excellence, je me serais permis d'attribuer ce malaise au whiskey.

— Non, Marie. De grâce, n'allez pas répandre ce bruit-là.

Le fait est que je n'avais pas une minute de répit. Cette nuit-là même il m'était venu une nouvelle inspiration, et j'avais fait convoquer tous les gros commerçants de Londres.

Lorsque j'entrai à Saint-James-Hall, le lieu du rendez-vous, l'enthousiasme qui m'accueillit m'empêcha pendant plusieurs minutes d'ouvrir la bouche. A peine pus-je parler que je prononçai l'allocution suivante :

« Messieurs, dis-je à la fin, vous êtes fort aimables, et j'espère que vous me continuerez toujours votre bienveillance. Depuis que je ne vous ai vus, j'ai conçu un projet considérable que je vais mettre à exécution. Vous sentez assurément aussi bien, que dis-je, mieux que moi, que le commerce est la source de notre grandeur, et qu'un gouvernement habile doit faire son possible pour développer et protéger le commerce. (*Applaudissements.*) Eh bien ! rien n'est aussi souhaitable, à cet égard, que de grandes expositions. Je propose, messieurs, d'organiser une nouvelle exposition internationale. (*Vifs applaudissements.*)

» Mais, messieurs, je ne me suis jamais contenté de recommencer servilement ce que d'autres ont déjà fait. C'est une exposition d'un genre tout nouveau que je désire organiser. Au premier abord cela paraît difficile, tant on a abusé des expositions générales, locales, partielles, etc. Eh bien, non !

il y a encore moyen d'innover. Il y a une branche considérable de notre industrie nationale qui a toujours été étrangement négligée, une branche où la Grande-Bretagne l'emporte, sans conteste, sur toutes les nations, une branche où vous pouvez tous exposer aisément. C'est une exposition de cette branche que je vous propose. »

Je fus arrêté par des tonnerres d'applaudissements. Ce tonnerre calmé, l'alderman Fitz-Noodle fit une motion pour demander que les négociants ses collègues garantissent par leurs signatures les frais de l'exposition projetée. On me remit aussitôt la liste des princes du commerce de la Cité : ils souscrivaient les uns pour 10 livres, d'autres pour 100, d'autres pour 1000. Je les remerciai et je poursuivis.

« Il ne me reste plus, messieurs, qu'à vous dire que vous reconnaîtrez tous l'importance, la nouveauté et l'utilité de mon exposition quand je vous en aurai indiqué exactement la nature. Ce sera, messieurs, une exposition de toutes les marchandises falsifiées, avec le nom des falsificateurs inscrit sur chaque case en gros caractères. Je ferai analyser soigneusement les marchandises, et je me charge de donner au public tous les détails possibles. »

C'en était fait des applaudissements. Toutes ces faces me fixèrent d'un air hébété, comme si quelque disciple de Mesmer les eût fascinées.

« Je conclus, messieurs, puisque je vous vois fatigués ou de mauvaise humeur, en vous annonçant que vous n'aurez pas besoin de vous donner le mal de m'envoyer des échantillons de vos marchandises. Mes employés se sont déjà rendus dans vos magasins et y ont acheté des spécimens de tout genre qui sont, dès maintenant, entre les mains des chimistes chargés de l'analyse. Un peu de patience, et vous verrez vos produits exposés dans les vitrines. »

J'ai le regret de constater que notre *meeting* se termina par une brouille; mais avec mon obstination habituelle je réalisai mon projet et en fis un succès. Mon exposition surpassa en grandeur toutes les expositions précédentes. Nous fûmes obligés d'occuper non-seulement les vastes bâtiments de *South-Kensington*, mais encore *Exeter-Hall* et les neuf plus grands locaux de la capitale, car chaque commerçant y était représenté par maints articles, et j'avais tenu à être complet.

Voici un exemple du procédé que j'appliquai. Je l'e oporante à la vitrine des objets exposés par mon excellent ami l'alderman Fitz-Noodle.

D'abord, sous la marque n° 1, se trouvait l'annonce du « thé à 18 pences », sans rival pour sa pureté et sa qualité. Seul thé naturel, etc. La réclame était imprimée en gros caractères, avec le nom du marchand et son adresse bien en relief.

N° 2. C'était une livre de ce thé tel qu'on le vend au public.

N° 3. Une autre livre du même thé analysé par les chimistes et ramené à ses éléments constitutifs, que j'avais fait placer, chacun à part, sur un gentil petit plateau de porcelaine avec ces inscriptions :

*Substance.* — Feuilles de prunier, 8 onces; poussière de magasin, 5 onces, etc. *Matières colorantes,* bleu de Prusse, etc.

Résultats pour l'acheteur : perte de l'appétit, état nerveux, amaigrissement et mort.

Résultats pour le marchand : une voiture et une magnifique villa; une fortune de 100 000 livres en biens-fonds; un siège au Parlement; un évêque comme parrain à ses enfants;

la certitude d'arriver aux fonctions de maire; le respect de ses concitoyens.

Imitez-le, passant.

Quelques mesures du même genre que je pris, contre les marchands de vins entre autres, ébranlèrent fortement ma popularité; il était temps que le terme de ma dictature arrivât. Le jour même où je devais me retirer, une heure avant mon retour à la vie privée, une révolte éclata : des ouvriers que je voulais transporter en Australie avec leurs familles, dans leur intérêt et aux frais de l'État, au lieu de me savoir gré de ce service, vinrent assiéger ma résidence. Sur le coup de midi, à la minute où expiraient légalement mes pouvoirs, je me dérobai par une fenêtre de l'hôtel, en ballon, aux vociférations populaires. Une seconde plus tard j'étais à cinq cents pieds au-dessus de l'édifice, et j'envoyais un dernier adieu à la foule, aux splendeurs du pouvoir et à la dictature.

— Traduit du *Saint Paul's Magazine*. —

## CAUSERIE LITTÉRAIRE

Ne vous laissez pas effrayer par le titre de l'ouvrage dont je vais vous entretenir, *Amour allemand* (1). Triompez de votre répugnance, comme a fait le traducteur lui-même, qui a laissé là son œuvre, puis ne s'est décidé enfin à la reprendre qu'en voyant les éditions se multiplier et le succès de l'original grandir chaque jour au delà du Rhin, et vous serez récompensés d'avoir fait, pour un moment, trêve à vos antipathies. Ces pages délicates, distinguées, imprégnées des plus purs parfums d'une passion tout éthérée, légèrement frémissantes au souffle d'une brise céleste qui n'est point chargée des miasmes épais de la terre, ont-elles pu bien être tracées par la lourde main d'un de nos vainqueurs? Ont-elles pu là-bas obtenir un si vil succès? Comment concilier et expliquer dans une même race cette délicatesse de goût, cette épurée de sentiments, et cette âpreté de convoitises, cette brutalité qui a un nom, la brutalité ludesque? Je pose le problème sans le résoudre. Toujours est-il que ce dualisme de caractère, de sentiments, de tendances, existe en cette race. Pendant la guerre, la même lettre de la blonde fiancée contenait de très-touchantes, de très-poétiques effusions, et de très-prosaïques demandes de bijoux en or contrôlé lors du prochain pillage. La même caisse expédiée par le gros fiancé blond renfermait quelques fleurs de myosotis et une pendule soigneusement emballée. Brillat-Savarin eût expliqué ces contradictions du caractère allemand par les contradictions de la cuisine allemande. Dis-moi ce que tu manges, je te dirai qui tu es. Cet amalgame de poésie et de prose, cette fusion du léger et du lourd, cet accomplissement du délicat et du grossier, ne les retrouvez-vous pas dans leurs mets favoris, le gigot aux pruneaux, le porc frais aux confitures? Aussi, en général, leurs héroïnes sont-elles des femmes d'ordre, de

(1) Paris, Germer Baillière.

bonnes ménagères, en même temps que des âmes éthérées ; elles sont douées d'instincts poétiques, mais aussi d'un bon appétit. Elles redescendent du ciel à l'heure des repas. Charlotte confectionne agréablement les tartes à la gelée de groseilles, et Werther est charmé d'abord en la voyant couper pour ses petits frères de larges et épaisses tartines.

De ce double aspect de l'amour allemand, nous ne trouvons ici que ce qui est noble, poétique, vapoureux, planant sur les cimes de la pensée et du sentiment, parfois même à moitié noyé dans les nuages et les brumes de l'éther. Tel qu'il est peint ici, sous son plus noble aspect, poétiquement idéalisé, il est bien encore allemand. Ce n'est pas là l'amour italien ou espagnol, bruyant, épanoui, rieur, d'allure cavalière, aimant les fleurs, les sérénades, les éperons qui retentissent, les échelles de soie au balcon, les sourires échangés pendant le sermon, les doigts se pressant furtivement sous prétexte d'eau bénite. Ce n'est pas non plus l'amour anglais, plus grave et plus réfléchi, plus positif surtout, plus calculateur, moins hardi, plein de respect pour toutes les convenances sociales, prévoyant dès les premiers jours le souci de la famille et une grande kyrielle de jeunes *gentlemen* aux cheveux rougés, de jennes *ladies* aux dents trop longues. Ce n'est pas non plus l'amour français, de nature éclectique, admettant un peu de sentiment, un atome de poésie, un soupçon de calcul, mais ayant besoin — c'est là son caractère particulier — des satisfactions de la vanité. Chez nous l'amour est souvent de l'amour-propre. Un bonheur si intime que personne ne s'en doute et ne nous porte envie, paraît chose assez fade. Il ne nous déplaît pas non plus que notre amour contrarie quelqu'un :

« Soit bien premièrement et puis le mal d'autrui ».

dit la Fontaine. Mais revenons à *L'Amour allemand*, aux deux nobles cœurs unis par une passion pure de tout alliage.

Je ne puis donner une idée plus nette de l'ouvrage qu'en le définissant par les contraires. Avez-vous lu les pages vives et prestes de Gustave Droz ? Vous rappelez-vous que là aussi il y a des gens qui s'aiment, mais gaiement, lestement, gaioisement ? Ils ont bonne santé et bonne humeur. Les passions les plus légitimes prennent, par le sans-façon de l'expression et la gaillardise de l'allure, un air quelque peu suspect. Les maris paraissent tous en bonne fortune ; les femmes semblent emporter dans leur vêtement un vague parfum de cigarette. Le notaire et le maire ont contribué à leur bonheur réciproque ; mais il faut être prévenu, on pourrait en douter. Eh bien ! c'est ici tout l'opposé. Cet amour n'est pas légal ; mais il est si réservé, si discret, si moral, sauf un instant de défaillance, qu'on est édifié. Le dirai-je même ? on serait quelquefois tenté de s'étonner de tant de réserve, si l'héroïne ne manquait complètement de cette santé qui surabonde chez les personnages de M. Droz. Elle n'a que le souffle. C'est une âme en exil sur la terre, un ange égaré en ce monde. Pourquoi même la défaillance finale ? Elle surprend désagréablement. On voudrait que l'ange remontât vers le ciel sans avoir effleuré de ses ailes un limon impur.

Le héros est presque aussi angélique que l'héroïne. Il ne s'aperçoit que très-tard que l'esprit ne peut pas vivre sans corps, et encore eust-il quelque peu honteux. La défaillance est donc en somme si tardive et si tôt suivie de la séparation par le tombeau que l'on peut dire qu'il n'y a ici que l'histoire

de deux âmes, également éprises du beau, du vrai, du juste, également possédées de la grande curiosité de l'infini. Elles nous transportent avec elles sur les cimes qui touchent aux nues, et, quand elles redescendent sur terre, c'est pour s'unir dans l'admiration passionnée des belles œuvres et des grandes choses. En haut les cœurs : laissons-nous entraîner par elles vers ce qui est sérieux et pur. Oublions que nous avons, en amour, d'autres habitudes, et que nos entretiens roulent rarement alors sur les conciles, la théologie allemande, saint Augustin, Spinoza et Tanler. Faisons trêve à nos dispositions sceptiques, et ne sourions pas lorsque le héros, pour vaincre les dernières résistances de celle qu'il aime, ne trouve rien de mieux que de lui lire une page et demie de la *Théologie allemande*. Encore une fois, cette partie romanesque n'est pas l'intérêt du livre. Non, l'intérêt est plus haut. Il est dans les questions philosophiques ou littéraires, toujours résolues dans un sens large et libéral : il est dans la délicatesse exquise des sentiments exprimés, dans l'éclat poétique du style, dont les contours n'ont rien cependant de vague ni de flottant. Le traducteur a bien mérité de l'auteur et du public. Le style est aisé, libre, d'un tour très-français, avec un certain parfum de poésie exotique. Les lecteurs de la *Revue* ont pu en juger par les extraits qui en ont été donnés : ces pages gracieuses et touchantes, sentimentales sans mièvrerie, naïves sans affectation de candeur, ont dû leur inspirer le désir de connaître le reste de l'ouvrage. Si ce livre offrait quelque danger, ce serait de nourrir dans des âmes déjà portées au découragement, déjà brisées ou même affaissées, le goût de la mélancolie, l'ennui de l'action, le besoin de s'immobiliser dans la rêverie et la contemplation. Mais pour combien ce danger est-il à craindre ? La mélancolie, l'absorption de l'infini, le mysticisme, en un mot, ce n'est pas la maladie régnante dans notre siècle pressé, affairé, haletant, tout enfiévré du besoin d'agir et encore plus du besoin d'arriver.

M. Lecointe de Lisle\* vient de donner une nouvelle démonstration de cette vérité, déjà évidente, que la science du style, l'éclat de l'imagination, la richesse des couleurs, la voix retentissante, ne font pas le poète dramatique. Son drame des *Erynie*s a obtenu à l'Odéon un succès tout littéraire ; les juges du premier jour ont été sensibles à de beaux vers, brillants et sonores : je doute que le public des autres représentations se contente de ce plaisir délicat. Déjà même, dès lundi, il suffisait à peine à faire oublier le vide de l'action, la monotonie des caractères, l'uniformité d'une série non interrompue d'imprécations, de malédictions, de fureurs stridentes, dont rien ne repose. Mais, dira-t-on, c'est presque une traduction d'Eschyle, et les Grecs étaient de bons juges. Je répondrai que les Grecs se passionnaient volontiers pour les traditions et les légendes qui se rapportaient à la période glorieuse de la guerre de Troie. Je répondrai que leur foi religieuse acceptait avec une muette stupeur la toute-puissance de l'implacable Destin et l'intervention des Furies, dont notre scepticisme est moins aisément ému. Ce qui produisait en eux la terreur risquait de provoquer en nous le sourire. J'ajouterai enfin qu'Eschyle fait prédominer sur la scène l'élément lyrique, que le chœur est le principal personnage, et que les héros du drame n'apparaissent guère que pour frapper ou mourir. Sans doute, les Grecs exigèrent bientôt eux-mêmes plus d'action, l'intervention plus marquée

de l'élément dramatique, c'est-à-dire de l'élément humain, puisque le même sujet fut traité par Sophocle et par Euripide, et que le héros avec l'un passa au second rang, avec l'autre devint un témoin inutile, conservé par respect pour l'origine religieuse des représentations théâtrales. Prendre Eschyle pour modèle, c'est suivre son penchant de poète lyrique, c'est restreindre nécessairement la part du poète dramatique.

— Mais que vous importe après tout si de la lyre sonore du poète jaillissent de beaux vers, si l'oreille est contente de sa magnificence d'harmonie, l'œil ébloui de sa prodigalité de couleurs ? — Il m'importe beaucoup au contraire, à moi spectateur : et je me plains hautement de ce que ces vers sont trop beaux, oui, trop beaux, tous uniformément trop beaux. Je m'en réjouirais sans doute, les lisant dans mon cabinet : je proteste, les entendant au théâtre. Et ne vous hâtez pas de crier au paradoxe. Allez les entendre ces beaux vers, et vous éprouverez ce que je vais vous dire. Chacun d'eux vous frappera et vous éblouira au passage, et ces choes répétées coup sur coup vous causeront un nombre infini de sensations particulières sans qu'il vous reste une nette impression d'ensemble. Chacun d'eux se présentera au premier plan, vous disant : Admirez-moi ! Ils ne formeront pas un tout harmonieux. On blâme justement un acteur qui détaille et souligne tout, voulant, comme on dit, faire un sort à chaque mot : ici, chaque vers veut se faire son sort à lui-même. Permettez-moi une autre comparaison. Que fait un habile metteur en scène ? Il fixe à chaque personnage sa place : l'un est plus en évidence, l'autre un peu plus dans l'ombre, en masse d'autres au dernier plan qu'on apercevra à peine, et il obtient ainsi un effet d'ensemble. Supposez tous ces personnages à la fois devant la rampe, au même plan, dans la même lumière, l'œil sera tiraillé et fatigué sans éprouver une réelle satisfaction, sans avoir même eu autre chose qu'une perception confuse. Le poète dramatique doit être le metteur en scène de ses vers. Le style dramatique doit entraîner par le mouvement général plutôt qu'éblouir par les détails, il doit faire marcher ses troupes en masses compactes, animées d'un même mouvement, et non les éparpiller en tireailleurs agissant chacun pour son compte.

Cependant, malgré ces restrictions, le public du premier soir a rendu justice aux beautés du style : le public des jours suivants y sera en général moins sensible. De plus, moins familier avec l'antiquité, il est bien des détails et même des scènes qu'il aura quelque peine à bien comprendre. Ainsi d'abord ne faut-il pas avoir quelque teinture des légendes et des superstitions de la Grèce antique pour se rendre compte du rôle et de l'influence des Furies ? M. Lecointe les appelle même *Érynnies*, ce qui est plus docte encore, et par conséquent moins clair. A ceux qui savent les choses il faut déjà faire quelque effort d'imagination pour être suffisamment terrifiés par ces femmes en peignoir blanc, qui ramènent sur leur nez des cheveux à elles ou d'emprunt, mais enfin des cheveux, et non des couleurs comme le feraient des Furies plus soucieuses de la couleur locale. Quelle sera l'impression du public moins versé dans l'antiquité ? La scène du tapis pourra de même étonner. Agamemnon revient vainqueur de Troie : l'adultère *Clytemnestra*, et non pas *Clytemnestre* (saisissez bien la nuance, M. Lecointe de Lisle renoncerait à l'Académie plutôt que de l'appeler *Clytemnestre*), *Clytemnestra* donc in-

siste pour qu'il entre au palais sur un tapis. Ou étend une carpette de Smyrne, grande largeur, achetée dans le voisinage, aux *Deux Magots* ou à *Pygmalion* (prononcer *Pygmaliône* pour ne pas désobliger M. Lecointe de Lisle), mais le roi des rois, *Agamemnone*, se refuse obstinément à passer sur le tapis. Pour ceux qui connaissent les idées antiques sur la jalousie des dieux disposés à punir l'orgueil dans la victoire, ce refus s'explique. Pour peu qu'on ne soit pas au courant, ce tapis est dénué d'intérêt. De même pour les hellénismes, les mots composés à la Ronsard, les locutions proverbiales, il faut être initié. Ainsi tout le monde comprendra-t-il le vieux *Thalysbios* disant qu'il faut se taire et se mettre un baruf sur la langue ? Comprendra-t-on *Clytemnestra* menaçant *Orestès* des chiens de sa mère, ou *Cassandra*, je voulais dire *Kassandra*, racontant que la proue a fendu *Poseidone* ? *Dzeuz* et *Adès* sont des noms qui pourront encore surprendre. Une conférence précédant le drame et expliquant le baruf sur la langue entre autres obscurités ne serait peut-être pas inutile. Mes critiques sur ces détails de style et sur les noms propres peuvent sembler puériles : mais ce qui l'est plus encore, c'est de chercher à produire de l'effet par ces misères. Je reprochais à M. Lecointe de Lisle de vouloir nous étonner par chacun de ses vers : quand il peut nous étonner par un seul mot, une seule syllabe, il n'y manque point. La simplicité, le naturel, voilà les moindres défauts de l'école dont M. Lecointe de Lisle est le chef.

*L'Odéon* s'est mis en frais de musique. M. Massenet a composé à l'intention des *Erynnies* deux ouvertures qui ne manquent pas d'un certain cachet diabolique. L'orchestre devait être, avait-on annoncé à la quatrième page des journaux, uniquement composé d'instruments à cordes. J'y ai remarqué deux trombones. Pourquoi ces deux trombones ? Mais ne nous faisons pas d'ennemis. L'effet de la double ouverture a été très-apprécié : pour ma part, j'ai trouvé que l'impression de vague effroi produit par cette musique était plus puissante que l'impression causée par la vue des *Erynnies* elles-mêmes.

L'interprétation du drame est satisfaisante. Un peu lente, sans doute, et monotone : mais c'est la faute des vers, qui veulent tous être présentés séparément avec les égards spéciaux que chacun d'eux mérite, et du drame, qui est monocorde et frappé toujours sur la note stridente de l'imprécation et de la fureur. *Orestès* a pour interprète *Taillois* voué aux rôles de fils parricide, de criminel poursuivi par les dieux, de victime des destins. Jamais il n'y eut victime du destin plus enrhumée. Ce n'était plus de l'enrouement, c'était presque une extinction de voix. A peine d'abord pouvait-il articuler ; il avait un veau sur la langue. Enfin, à force de vouloir, il s'est fait entendre. Son jeu heurté, saccadé, quelque peu égaré, convient assez aux fureurs de son personnage. Certains gestes éloquents, certaines attitudes à effet ont été assez généralement applaudies. Madame Marie Laurent représente avec autorité et éclat la farouche *Clytemnestre*. Elle a produit à ces ains instants de puissants effets. C'est plutôt du tempérament que de l'art ; mais l'effet produit est indiscutable. On a beau protester à part soi et de dire que cette *Clytemnestre* manque de distinction, qu'elle a des intonations quelquefois vulgaires, des gestes dont la violence aurait irrité les Grecs amis des lignes pures et des attitudes nobles, malgré soi on est saisi par l'étreinte de ce talent un peu rude, mais énergique et puissant. L'artiste qui représente

Cassandra a évidemment l'intelligence et le sentiment de son art; la force et l'ampleur physique lui font quelque peu défaut. Quant à Electre, elle est trop gracieuse, trop charmante: on ne retrouve pas en elle les signes violents de la race farouche des Atrides. Peut-être est-ce avec intention qu'elle a adouci les traits de son personnage afin de jeter un peu de variété dans le drame. Cette figure plus douce et plus calme nous repose un instant de tous ces visages contractés, crispés, furieux, de tous ces yeux fulgurants, de toutes ces dents qui grincent. Les autres rôles sont tenus convenablement; ils ont d'ailleurs peu d'importance.

Décidément le réveil de la tragédie classique est un fait incontestable.

« On voit renaître Hector, Andromaque, Iliou. »

*Britannicus* attire la foule. Ce n'est pas tout; voici qu'il a été décidé dans la haute société qu'on prendrait un jour au Théâtre-Français; le mardi a été choisi. Ce n'est pas tout, on discute avec quelque feu les interprètes de la tragédie, on cherche la meilleure physionomie à donner à tel rôle, la meilleure intonation même à donner à tel vers. Des gens du monde écrivent aux journalistes pour contester ou confirmer telle ou telle critique. Il entre bien quelque passion dans les débats ainsi soulevés; Agrippine et Narcisse sont rudement secoués dans le feuilleton du *Temps*, et Agrippine pourrait se plaindre d'être traitée si sévèrement; mais l'important c'est que les questions d'art préoccupent les esprits, qu'elles passionnent le public. Il faut nous en féliciter. Il est vrai que *la Poule aux œufs d'or* fait à la *Gaité* le maximum des recettes.

MAXIME GAUCHER.

## BIBLIOGRAPHIE

**Essai sur l'ordre de succession des formes politiques et sur les conditions qui devront présider à l'organisation du gouvernement définitif de la France**, par M. C. HENRI MIDY, ancien élève de l'École polytechnique. — Paris, Lachaud, éditeur, 4, place du Théâtre-Français, 1872.

Voici un livre de philosophie politique qui réduit cette science si « ondoiyante » à l'état de science exacte, c'est de l'algèbre pure appliquée à la politique, c'est-à-dire à l'idéal. Les prémisses posées sont incontestables; elles s'appuient sur une double autorité: la raison et l'histoire; les déductions sont mathématiquement logiques, mais les conclusions? Voilà le point discutable. — Dans son *Essai sur le principe générateur des constitutions politiques*, J. de Maistre a dit: « La politique, qui est peut-être la plus épineuse des sciences, à raison de la difficulté toujours renaissante de discerner ce qu'il y a de stable ou de mobile dans ses éléments, présente un phénomène étrange bien propre à faire trembler tout homme sage appelé à l'administration des États: c'est que tout ce que le bon sens aperçoit d'abord dans cette science comme une vérité évidente se trouve presque toujours, lorsque l'expérience a parlé, non-seulement faux, mais funeste... » J. de Maistre a dit vrai: la politique, qui n'est qu'une science de conjecture et d'expédient, ne saurait se plier aux

règles inflexibles que lui trace l'auteur de cet *Essai*. — M. Midy n'est pas partisan du célèbre amendement Grévy, il veut faire nommer par le suffrage universel le chef du pouvoir exécutif; il engage l'Assemblée nationale à constituer; mais j'aime à croire que si ce livre eût été écrit depuis le 29 novembre, l'auteur n'aurait pas osé confier une telle mission à une Assemblée aussi partagée. — Nous appelons particulièrement l'attention du lecteur sur la question de la séparation de l'Église et de l'État; M. Midy, qui en est partisan, l'appuie par des raisons neuves et des faits historiques bons à méditer.

EV. TH.

**Handbook of the administrations of Great Britain, during the nineteenth century. 1783-1869**, by FRANCIS COLLING CARR, barrister-at-law. (London, Smith and Elder.)

Voici un petit livre qui porte bien à tous les points de vue la marque anglaise. Ne croyez pas, avec le sens français du mot *administration*, qu'il contienne l'histoire des règles suivies par le gouvernement pour transmettre et répartir sa volonté dans tout le corps social; ces règles-là sont peu de chose en Angleterre où les comtés et les villes règlent eux-mêmes leurs affaires. L'ouvrage de M. Colling Carr traite de ce que nous appelons le gouvernement et la politique: c'est un véritable manuel de poche de l'homme d'État, contenant l'histoire de tous les cabinets qui ont régné en Angleterre depuis bientôt cent ans. Les rois n'y figurent que pour mémoire, comme dans la marche réelle des affaires, et l'auteur nous expose l'histoire de son pays en commençant par le premier gouvernement de Pitt pour finir par celui de M. Gladstone, qui n'est pas encore dépossédé du pouvoir.

Chaque année forme une ou deux pages où l'on resume les principaux faits de la session parlementaire rangés suivant une perspective spéciale qui a pour point de vue le renversement ou le maintien du premier ministre. En tête de l'histoire de chaque cabinet se trouve une liste complète de tous ses membres avec leurs fonctions et une notice indiquant la date d'avènement et de chute du cabinet, sa durée, le parti qu'il représente, les dissolutions parlementaires qu'il a ordonnées, et s'il y a lieu le grand événement politique qui le signale, comme l'émancipation des catholiques, l'abolition de la loi sur les céréales, le bill de réforme électorale, l'insurrection indienne, la guerre de Crimée, etc.; j'allais oublier de dire qu'on y aperçoit aussi le nom du souverain régnant à Westminster. Enfin l'ouvrage est complété par un tableau contenant la suite des chefs du gouvernement avec leur lieutenant ou second, *leader*, la durée de leur pouvoir et la cause de leur chute: quatre pages en tout qui résument l'histoire vivante d'un siècle. Voilà certes un livre plein de renseignements comme en aiment les Anglais, et comme, il faut l'espérer, on en fera de plus en plus en France.

E. A.

*Le propriétaire-gérant : GERMER BAILLIÈRE*